

coquelicot

BIMESTRIEL N° 5

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 FÉVRIER 1996 - 10 F

Consommez, dépensez, videz vos Comptes épargne, c'est le nouveau crédo du gouvernement pour relancer la croissance. Dans le même temps, on réduit les déficits publics en augmentant les prélèvements sociaux, les taxes sur les cigarettes et l'essence, la TVA et le forfait hospitalier, en gelant les allocations familiales et les salaires. On vide vos porte monnaies et on voudrait bien vider vos bas de laines !

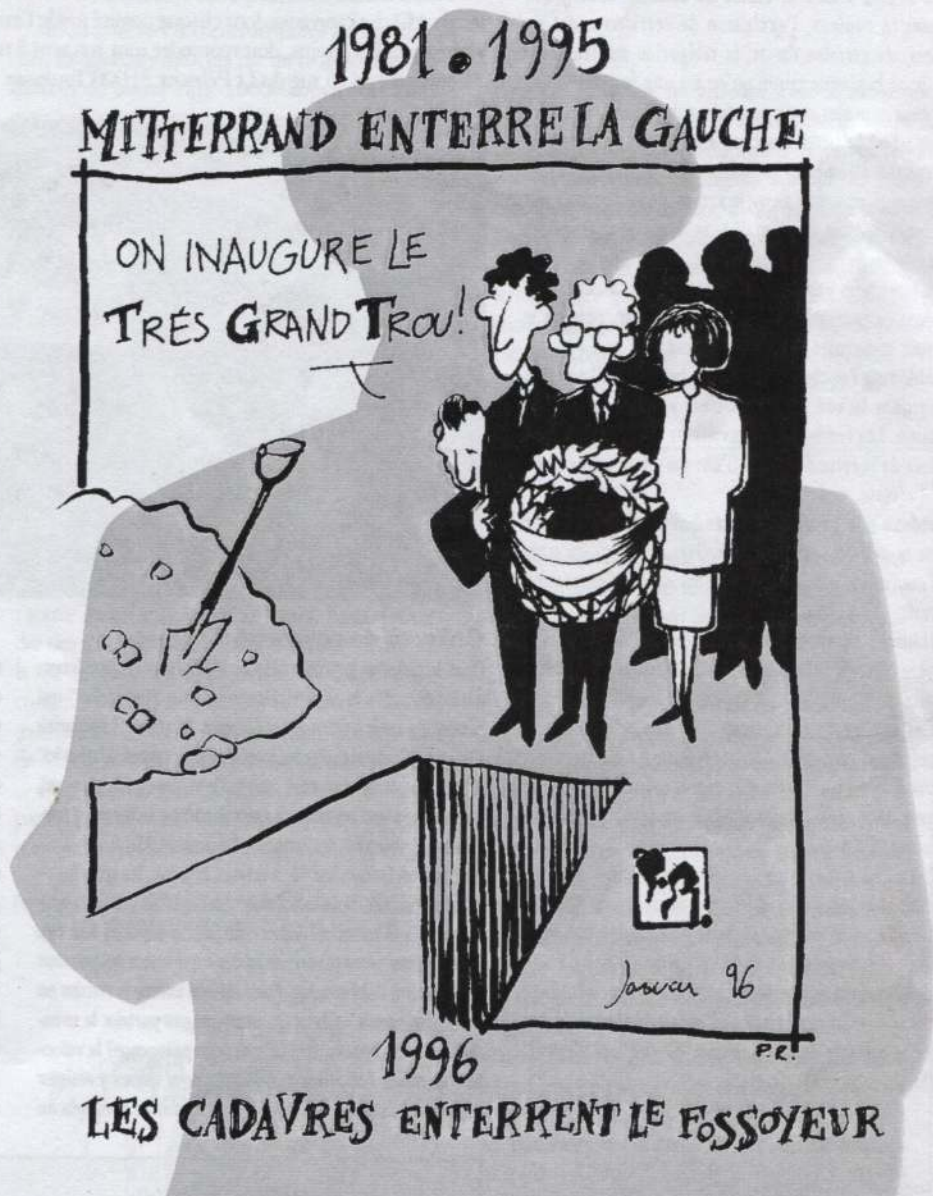
Mais les discours ne changent rien? Les Français consomment intelligent, quand ils en ont besoin et non pas quand on le leur demande. Les mirages ne fonctionnent plus... et nos sociétés occidentales qui font la confusion entre libéralisme et démocratie, ont du mal à convaincre que la libéralisation des marchés se conjugue avec bien être matériel et citoyeneté.

La résistance à la consommation et les mouvements sociaux de décembre pour le maintien de la protection sociale et du service public sont les signes les plus évidents que des valeurs qu'on croyait perdues dans la course aux profits et la mondialisation de l'économie sont toujours présentes. Des valeurs d'utilité sociale, de solidarité et d'égalité accompagnaient aussi bien les grèves du secteur public que celles des étudiants. Elles étaient partagées par la majorité de la population qui n'a manifesté aucune hostilité à ces mouvements qui pourtant perturbaient gravement leur quotidien.

Cette société laisse à l'économie le soin de réguler, à sa façon, l'organisation sociale. Or l'économie doit être un moyen au service du développement humain sinon ça n'a pas de sens. C'est ce qu'ont voulu dire les manifestants de décembre quand ils demandaient la réduction du temps de travail. Ils ont compris que le plein emploi ne pourrait être retrouvé que dans la répartition du temps de travail car ils savent que les progrès technologiques vont de plus en plus réduire le travail humain. Et si avec les 32 heures en 4 jours on en profitait pour réduire l'écart des salaires, ce ne serait pas injuste et si on en profitait pour taxer les revenus financiers, ce ne serait que justice.

Même dans ce système on peut revendiquer des mesures qui donneraient du travail à tous, du temps pour participer à la vie publique, du temps pour lire, se former ou tout simplement rien foutre ou rêver ou se balader.

Un mouvement qui ne se dote pas de revendications gagnables ne pourra ni faire durer la mobilisation, ni la renouveler. Etre uniquement dans le refus ou se contenter de revendiquer une société idéale quand la nôtre regorge d'exclus et quand les pays du Sud s'enfoncent dans la pauvreté soulève des questions qui doivent nous interpeller. ■



"Il faut savoir partir du chaos de soi pour accoucher d'une étoile qui danse."

Anonyme.
 Panneau d'expression libre dans la gare Matabiau reconverte en lieu de vie et de fête. Déc. 95

Les femmes aux allumettes

Un projet de théâtre contre le racisme et l'exclusion se prépare activement à Toulouse, projet soutenu par neuf associations. L'objectif, à travers la création et la diffusion d'une pièce de théâtre «Les femmes aux allumettes» est de contribuer à une réflexion sur le racisme et l'exclusion dont souffrent une partie de plus en plus importante de la population...dans les quartiers labellisés «en difficulté» mais aussi dans les zones rurales, les boîtes (où on travaille et où on s'amuse), dans les villes petites ou moyennes et même les grandes...enfin un peu partout où les gens se rencontrent et se croisent.

Un metteur en scène, Philippe Lacote nous propose de «travailler sur un racisme bien spécifique et sans doute la plus tenace de toutes les exclusions, celle qui dépasse la couleur, l'exclusion de certains corps de métiers, de certains droits, la relégation au deuxième rang pour la simple raison qu'on est une femme».

Nous sommes dans un atelier de fabrique d'allumettes, d'où le titre. Dans cet atelier, quatre ouvrières mettent des allumettes en boîtes, quatre générations de femmes qui trouvent aussi le temps de se raconter, de dire leurs joies et leurs malheurs, leurs souffrances et leurs espoirs.

À travers les propos de ces femmes nous allons voyager dans le temps et dans l'espace. La structure de la pièce est construite sur trois tableaux :

1^{er} tableau : l'esclavage - Une fabrique d'allumettes située dans le sud des Etats-Unis avant la guerre de sécession. Les femmes qui travaillent là égrenent leur «blues» de la terre d'origine (l'Afrique) et de leur condition d'esclave.

2^e tableau : la guerre - Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les quatre ouvrières évoquent les atrocités commises par les soldats ainsi que la déportation des juifs.

3^e tableau : aujourd'hui - Dans l'usine, la condition ouvrière rime avec licenciements, rendements, emplois précaires.

Ces quatre ouvrières ont 500 ans, elles sont la mémoire de l'humanité. Elles représentent quatre générations différentes de femmes afin d'introduire plus de richesse dans leurs aspirations, leurs révoltes et leurs souvenirs.

Cette pièce sera jouée les 13, 14 et 15 juin à Bellefontaine et ensuite dans différents quartiers de Toulouse et de l'agglomération, en salle ou en plein air, mais aussi cet été dans des villes de la région.

Vous pouvez soutenir cette initiative en adressant un chèque (même minime) à l'ordre de «Association contre le racisme et l'exclusion», 31 rue du 10 avril-31500 Toulouse. ■

Emma

Agir ensemble contre le chômage

Agir contre le Chômage met en place pour les mois à venir une série de manifestations tant sur le plan régional que national voire international. Cette série d'actions à pour but de sensibiliser l'opinion publique sur les conséquences des dérèglementations successives tant en Europe (Maastricht) qu'en Asie avec le CEPA (traité des Conférences Economiques des Pays Asiatiques) qu'en Amérique Centrale avec l'ALENA (traité économique entre les E.U., le Canada, le Mexique).

11 Février 96 : Manifestation nationale pour l'emploi contre le chômage.

16 Février 96 : Lancement à Paris d'une campagne de presse le contre le G7 qui doit se tenir à Lyon au mois de Juin.

23 Mars 96 : manif nationale contre la renégociation de l'UNEDIC ASSEDIC.

24 Mars 96 : 1^{ère} réunion à Paris d'organisation des caravanes pour l'emploi du 1er Mai 96.

1er Mai 96 : départ des caravanes pour l'emploi pour arriver le 22/23 juin 96 au sommet du G7 à Lyon.

Pour cette action, sur tout le territoire et de manière locale, se mettent en place, organisés par les collectifs AC! des caravanes dont chaque comité garde l'initiative, sur la forme comme sur le parcours. Mieux vivre; travailler moins, doit reprendre tout son sens à travers ces caravanes.

contact : AC 5 rue du Lt Pélessier 31000 Toulouse.



Collectif de solidarité Chiapas

Dans le cadre de la proposition de l'EZLN un "forum international contre le néolibéralisme et pour l'humanité" qui devrait se tenir à Pâques au Chiapas, le collectif solidarité Chiapas-Mexique toulousain veut relayer cette initiative ici, à Toulouse, en invitant tout ceux qui le veulent (et le peuvent) à travailler à une contribution aux débats de ce forum, à partir des expériences des luttes de Décembre 95.

En effet, en Décembre 95, à travers la grève, les manifestations et l'extraordinaire soutien que l'opinion publique leur a apporté, la «société civile» française a exprimé son «ya basta». Nous avons désormais ici des expériences qui peuvent contribuer à l'élaboration d'une riposte contre la mondialisation de l'économie. Ce qui nous préoccupe? la volonté d'identifier l'offensive néo-libérale pour mieux y résister mais aussi le désir d'«ott-chose». Etaient-ils présents au

départ de la grève? Ont-ils émergé, et comment, au cours des actions? En réfléchissant à tout cela, nous serons à même d'apporter à l'EZLN notre réflexion et d'évaluer ce que peuvent nous apporter réciproquement les positions et la pratique de l'EZLN.

En juin, le contre sommet de Lyon : Ce travail, ce sera aussi notre contribution, en tant que Collectif Chiapas-Mexique de Toulouse, à l'effort de mobilisation et d'élaboration proposé par le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde) à l'occasion de la réunion de juin du G7 en juin prochain à Lyon.

Le Collectif se réunit le jeudi soir à Canal Sud 40 rue Alferd Duméril à Toulouse.

Les «cucarachas» organisent le lundi 19 Février une rencontre débat au cinéma Utopia à 20 heures autour du film de Paul Leduc «Ethnolo».

Directeur de publication : Patrick Leclerc
 Equipe de rédaction : Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Roselyne Serra.
 Prix du numéro : 10 F
 Abonnement : 5 numéros : 50 F
 Abonnement de soutien : 100 F
 Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex
 Commission paritaire : 760/95
 Ont été mis à contribution pour ce numéro : Ayda, Biquet, Caillou "t'ouar ta gueule", Emma, Juanito, Patrick, R. Vaporetto, Roselyne, Franck Einstein. Photos de Marc. Dessins de P. Rouault, du Canard Enchaîné et de Charlie Hebdo. Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur. Imprimerie spéciale - Le coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 50 F

- soutien : 100 F

le coquelicot

Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex

Nom :

Prénom :

Adresse :

Soldes en banlieue

Enfin le plan Marshall pour les banlieues s'est transformé en «Pacte de relance pour la ville» et pour cause, les milliards annoncés ont fondu et les collectivités locales devront vider leurs tirelires pour financer entre autre les «emplois-villes».

Des zones franches

Dans une trentaine de «quartiers difficiles», les entreprises, les artisans et les commerçants seront totalement exonérés d'impôts et de charges sociales jusqu'en 2001 à condition d'embaucher, lorsqu'elles recrutent, «une certaine proportion d'habitants du quartier». Bruxelles, gardienne vigilante de la libre concurrence, devra donner son accord à ces exonérations. Inspiré de l'exemple anglais, abandonné en 1991, car peu efficace (les activités se sont déplacées) et trop coûteux, ce système sera, vraisemblablement, peu créateur d'emplois.

Des contrats «emploi-ville»

100 000 emplois-ville seront créés dans les 4 ans à venir pour les jeunes de 18 à 25 ans. Trente heures de travail maximum, rémunérés au SMIG pour 5 ans maximum. Financés à 55 % par l'État, le complément sera assuré par les collectivités locales ou les associations. Ils sont réservés aux contrats de ville,

sur des emplois de proximité. Il est permis de douter de l'efficacité de cette mesure quand on sait que le taux de chômage dans ces quartiers a une fâcheuse tendance à augmenter (de 40 à 60 % selon les quartiers).

Sécurité renforcée

4000 policiers complémentaires seront affectés dans les quartiers difficiles par un redéploiement des effectifs du centre ville. 10000 appelés du contingent, volontaires, seront déployés dans les établissements scolaires, les associations ou les équipements sportifs, et pour compléter ce dispositif, des «unités à encadrement éducatif renforcé» vont être créées et des aides seront données aux commerçants pour réaliser des équipements de sécurité.

Le ghetto s'enfoncé

Quelques mesures pour l'emploi et un encadrement renforcé vont ils régler les problèmes des banlieues? La désespérance a atteint un tel degré



dans ces quartiers (et ailleurs, c'est la sinistrose) qu'on peut se demander si ces dispositifs sont à la hauteur des enjeux : intégration de ces quartiers dans la ville, retour à l'emploi, surtout des jeunes, rétablissement du lien social complètement délité. Les jeunes ont trouvé une réponse désespérée : économie parallèle grâce au vol, au recel, au deal... violence contre les institutions et les flics. Dans une société sans perspective, les solidarités s'effritent et c'est le «chacun pour soi», le «sauve qui peut», la fuite en avant et... ça chauffe à Reynerie ! ■

Emma

Ça chauffe à Reynerie

L'année 96 démarre mal sur les quartiers dits en difficulté, à Reynerie, en particulier. Les exaspérations et les crispations de tout bord s'accroissent. Si les feux de l'actualité se sont détournés en fin d'année de ces quartiers pour se centrer sur le mouvement social, générant ainsi un certain attentisme complice des habitants et en particulier des jeunes pour les manifs en ville, nous avons assisté à une lente dégradation du milieu ambiant. Les jeunes les plus marginalisés expriment leur colère par des exactions de toutes sortes : dégradation du mobilier urbain, tags, vitres d'immeubles cassées, containers brûlés, rodéo de voitures volées finissant carbonisées, vols et destruction de locaux associatifs, comportements agressifs, catalysant sur eux la haine d'un grand nombre d'habitants souvent embourbés eux mêmes dans leur propre galère.

Le tension monte...

Ces premiers jours de janvier la tension a monté d'un cran : deux associations se sont vu dépouillées de leur matériel en un week-end... containers et voitures calcinées chaque nuit. L'appareil d'État fait tout pour que le cocktail soit explosif. Il y a des causes structurelles : absence de plan de prévention cohérent, baisse des subventions diverses, rivalité Conseil général-mairie, désœuvrement d'une partie non négligeable de la population (40% de chômeurs), accroissement des charges locatives, incapacité à gérer l'espace

public : absence de salles mise à disposition des habitants. Il y a également des causes ponctuelles : sortie de délinquants pour Noël, refus d'accorder des salles aux jeunes pour ramadan au nom de la laïcité mais sans tenir compte du côté festif, et comme bouquet final déploiement de CRS (patrouilles en pieds d'immeubles) chaque jour de 16h à 20h ... Pourquoi à ce moment précis, si ce n'est pour exciter les jeunes? A 20h05 ils disparaissent. Les jeunes se montent la tête, commencent à faire des conneries et l'intifada démar-

RÉHABILITATION DANS LES BANLIEUES : ÇA VA ÊTRE LA FÊTE DANS LES HLM



re avec le retour agressif des CRS tenant des propos racistes et de l'autre côté des jeunes souvent très jeunes (13-14 ans) lançant des pierres.

Quelle est cette stratégie?

Je n'y vois que 2 explications plausibles : les responsables de l'appareil d'État ont cédé à la pression de quelques habitants «beaufs», ils cherchent à ce que cela pète sur les quartiers pour faire oublier le plan Juppé. En tout cas aucune de ces solutions ni de ces explications n'est tolérable. Pourtant les ripostes politiques, ces derniers mois, ont été pour le moins timides. Seules Ras le front et l'Association pour la paix civile et l'entente entre les familles ont diffusé quelques tracts antifacistes pour l'une, antiracistes pour l'autre. L'investissement humanitaire des militants associatifs et des travailleurs sociaux n'est plus suffisant. Ceux-ci craquent les uns derrière les autres, dépassés par la foule de problèmes interiorisés par les habitants du quartier. Ils se sentent impuissants face à l'agressivité de plus en plus grande qu'ils subissent de la part des gens.

Pourtant, plus que jamais, une réponse politique est urgente et nécessaire. Pour cela, les militants associatifs, les salariés de ces quartiers, les habitants doivent se fédérer, hors des cadres institutionnels et reprendre une offensive politique cohérente pour casser la marginalité sociale, la répression étatique, et faire reculer le facisme et le racisme. ■

Biquet

À la soupe

"Les journalistes ne font pas de l'information, ils font les commissions..." et c'est pourquoi les journaux servent essentiellement à emballer le poisson.

Que M. Bilalian regrette de n'avoir pas connu le temps béni du Service Public d'Information, c'est l'évidence.

Que M. Claude Imbert, le sentencieux portecoton de l'économie de marché, soigne ses vapeurs par le mépris n'est pas vraiment une surprise. Ce qui pourrait l'être, c'est la volonté unanime des médias à enterrer prématurément le mouvement social. Et pour la première fois des journalistes ont su dénombrer moins de manifestants que la Préfecture... Ainsi, à Toulouse, où le cortège du 16 décembre encerclait la ville par les boulevards, ce qui paraît difficilement possible avec seulement 40 000 personnes (chiffre maximum de la Préfecture), alors avec 16 000 (chiffre maintenu toute la journée par FR3 et les radios nationales) ... Les syndicats d'enseignants ont bien proposé de donner des cours de calcul, en rattrapage le soir, dans les commissariats,

Les personnes qui jouissent d'une certaine estime n'attaquent pas la société. Non ce n'est pas surprenant, car la classe supérieure, qui octroie l'estime, ne l'accorde qu'à ceux qui défendent la société (...).

mais pour les journalistes, rien n'est prévu... De même que l'on chercherait en vain dans la presse une relation un peu distanciée des "incidents à caractère insurrectionnel" qui ont soudain réveillé le Grand Invisible du Capitole.

Faut-il pour autant s'en étonner? Les journalistes ont-ils jamais fait autre chose que les commissions? Tous les médias ont bien sûr, en décembre, "analy-

se" la secousse sociale, le plus souvent pour la nier. Elle n'est pas porteuse de "modernité", c'est une "réaction" regrettable à la "réforme", puisqu'il faut bien s'adapter à la "mondialisation", les plus indulgents la mettant sur le compte des "rigidités" de M. Juppé et du "déficit d'explications"... la superposition des clichés le disputant à l'enfilage des perles. Et le contresens délibéré, diffusé par les "élites" devient la seule forme d'analyse pratiquée par les journalistes (est "réactionnaire" toute personne qui s'oppose au retour au 19^e siècle, la modernité étant comprise comme l'addition de l'électronique et du servage...). Les seuls médias qui l'aient accompagnée, Télérama, Charlie Hebdo, le Monde Diplomatique (unique refuge parmi les grands médias, d'une pensée réfractaire, autant dire d'une pensée...) offrent comme c'est curieux, fort peu d'espace à la publicité commerciale... Quant au rapport des élites intellectuelles avec la pensée dominante, seul le journaliste BHL croit qu'il fait de la philosophie, les

TOUJOURS DES VIOLENCES AU CAPITOLE



politiques font de l'épicerie en gros et seuls quelques rares sociologues se risquent encore à réfléchir.

Rien de bien neuf sous le soleil... Pour preuves, ces quelques citations de bons auteurs, toutes vieilles de plus de 50 ans. Emmanuel Berl : Qu'est ce que la liberté? Qu'est ce que la vérité? Qu'est ce que la justice? Qu'est ce que la révolution? J'écris "Mort de la pensée bourgeoise". Des journalistes simples - M. Vautel- me répondent "Vous vous trompez. La pensée bourgeoise n'est pas morte et la meilleure preuve c'est que je gagne, ma foi, fort bien ma vie". Ce que confirme Julien Benda : Pour en revenir à l'écrivain moderne et aux causes de l'attitude politique, j'ajouterai que non seulement il sert une bourgeoisie inquiète, mais qu'il est devenu lui-même de plus en plus bourgeois, pourvu de toute l'assiette sociale et de toute la considération qui définissent cet état (...) qu'en conséquence il a été atteint de plus en plus de la forme d'âme bourgeoise, dont l'un des traits bien connu est d'affecter les sentiments politiques de l'aristocratie. Ce qui n'avait pas échappé à August Stringberg : Les personnes qui jouissent d'une certaine estime n'attaquent pas la société. Non ce n'est pas surprenant, car la classe supérieure, qui octroie l'estime, ne l'accorde qu'à ceux qui défendent la société (...). Ni à Paul

Nizan : Le reproche qu'on peut leur faire est bien moins d'être dans la vie que dans la vie bourgeoise (...) Il importe beaucoup que les philosophes vivent du commerce, de la sage fabrication et de la sage administration de leurs marchandises spirituelles. Ne nous inquiétons pas, si par hasard un journaliste lit ceci, il aura tôt fait de protester liberté de la presse, contre pouvoir et déontologie...

Laissons répondre E. Berl : C'est vraiment une belle distinction que celle de l'enveloppe et de la chose enveloppée. Elle établit un rapport irréversible. On ne peut pas mettre en accusation la chose enveloppée au nom de l'enveloppe; et on peut très bien défendre l'enveloppe au nom de la chose enveloppée. Si, par exemple, je dis à M. Brunsviegl : "Vous êtes professeur, vous êtes contribuable, vous êtes rentier, ne craignez vous pas que votre philosophie..." Il me répondra : "Enveloppes, enveloppes..." et me fera sentir que je suis bien mal élevé. Mais si on menaçait ou sa chaire ou ses rentes, sa chose enveloppée crierait qu'on va l'atteindre, que c'en est fait de la pensée libre, de la spéculation désintéressée de l'homme éternel...

Et pourquoi croyez-vous que les petits journaux associatifs ou d'information locale fleurissent ? ■

Frank Einstein

Printemps en décembre

« Je n'ai de dettes qu'envers moi même d'avoir laissé ma pensée sur le bord de mon corps, d'avoir renié peu à peu plusieurs mots du dictionnaire de l'humanité »

« Anonyme » Panneau d'expression libre Gare Matabiau reconvertie en lieu culturel et politique. Décembre 1995.

Il y a des moments -hélas trop rares- qui donnent un sens à une vie. Décembre 1995 en est un et un grand! Bien sûr ce ne fut pas la révolution tant espérée (tant fantasmée aussi!) mais plutôt comme une amorce. Et de toute façon, une renaissance. Après vingt ans de crise, de restructuration du capitalisme qui a engendré chômage, solitude et misère. Après quatorze ans de rendez vous manqués avec une gauche fantomatique ou corrompue; après seulement huit mois de chiraquisme étrangleur; après des années qui semblent des siècles de montée du fascisme sur fond d'inégalités profondes, les gens de ce pays se sont réappropriés un peu d'eux mêmes : ils ont retrouvé la rue, la contestation sociale et surtout la dignité. Est réapparu le désir de réfléchir, de s'exprimer librement, d'échanger, de se prendre en main, de se prendre la main, de se retrouver, de se serrer les uns contre les autres, étonnés, fiers, heureux, bref d'être des citoyens en lutte!

Tous ensemble

Des corporatismes furent dépassés (travailleurs, étudiants, chômeurs, tous ensemble!). Des revendications autres que catégorielles ont commencé à émerger (« et si on partageait le travail, les richesses?

Et si on arrêtaient les essais nucléaires pour consacrer l'argent à la lutte contre l'exclusion? »). Des solidarités se sont affirmées, les manifestations à Toulouse finissaient au lieu réquisitionné par le Comité des Sans logis, un réveillon y fut organisé. Les syndicats CGT et FO pour une fois unis, ont décidé un temps d'accompagner la lutte plutôt que de la détourner. La FSU, SUD et de nombreux secteurs de la «CFDT en lutte» étaient présents et actifs.

Un mouvement riche, complexe, fragile, d'essence libertaire, d'aspiration égalitaire s'est exprimé malgré la crise, malgré la peur, malgré le froid, malgré les mensonges et les silences des médias. Des manifestations à Toulouse comme dans le reste du pays ont regroupé des foules jamais atteintes jusqu'alors.

Unis face au mépris

Face à un gouvernement réactionnaire et méprisant, intraitable, les grèves ont continué au prix de lourdes privations. La défiance vis à vis de cette droite arrogante ne s'est pas accompagnée d'une nouvelle espérance vis à vis d'un parti socialiste bien évidemment absent et pour une fois transparent, presque liquide... comme si ce mouvement

social naissant se découvrait et s'affirmait de manière autonome au fil des jours... Bien sûr les travailleurs du privé, quoique très souvent solidaires ainsi que les chômeurs n'ont pas suivi comme il aurait fallu pour que cette amorce génère la poudrière... n'empêche que cette année, la fête principale n'était pas Noël mais bien ce printemps en décembre.

Quand à moi, je me souviendrai longtemps de ces milliers d'étudiants en AG à la faculté du Mirail, debouts, le poing levé, scandant «el pueblo unido jamás sera vencido»... et je me souviendrai aussi de ces milliers de manifestants toujours présents, déterminés autour de la place du Capitole malgré les violences et provocations des C.R.S., de cet État policier qui avait tout orchestré pour discréditer le mouvement social. je me souviendrai qu'en décembre nous n'étions plus seuls...

Bien sûr cette renaissance ne peut se contenter de souvenirs et se passer de perspectives. Nous sommes toujours face à ce mur de la honte fait de privilèges et d'injustices qu'il nous faudra bien lézarder... mais la brèche qui s'est faite ne peut pas se refermer, le seul en a été franchi... ensemble! A suivre... ■ Patrick



NOËL DANS LA RUE...



...PAQUES SUR L'AVENUE

CFDT

NOTAT BENE

Le mouvement social de novembre et décembre a révélé des fractures (ça craque de partout) importantes à la CFDT. Nicole Notat rend responsables une douzaine de militants issus de l'extrême gauche de cette situation. Le Coquelicot a rencontré une porte parole de «CFDT en lutte» pour les démasquer. Étrange, ils sont plus de 500

Le Coquelicot : est-ce que les militants et les adhérents de la CFDT ont été surpris de l'appui de la CFDT au plan Juppé et comment ont-ils réagi ?

Marie Françoise : les militants de la gauche syndicale n'ont pas été particulièrement surpris mais la majorité des adhérents a été sous le choc d'autant plus que l'annonce a été faite à la Marche du siècle. Le lendemain tout le monde appelait pour exprimer la colère, la honte. Même la Confédération a parlé de «deux journées noires». Le 22 novembre, il y a eu une réunion de toutes les structures, Fédérations, Unions régionales et départementales mais le soutien au plan Juppé a été maintenu.

Depuis dix ans les militants percevaient bien la nature des désaccords mais il n'y avait pas d'expression des adhérents qui, en fait n'avaient pas pris toute la mesure des changements d'orientation, le passage, en fait, d'un syndicalisme de transformations sociales à un syndicalisme d'accompagnement social.

De nombreux adhérents ont tout de suite demandé la démission de Notat : «ou c'est elle ou c'est nous». A l'Union départementale de la Haute Garonne, au cours d'une réunion, 22 syndicats sur 25 ont contesté l'intervention de Notat sur la forme et désavoué

sur le fond...là aussi, le mot d'ordre c'était : «Notat démission». Plus largement, tout le monde disait «il faut être dans le mouvement» sur les bases du «tous ensemble», surtout par rapport aux retraites et à la revendication des 37 ans et demi pour le public et le privé. Lorsque FO et la C.G.T. ont appelé à la grève, tous les secteurs ont appelé à l'action pour construire l'unité la plus large. Le 24 novembre pour les retraites, le cortège CFDT était très important et dynamique.

Le Coquelicot : dans les cortèges des manifestations, on a vu de nombreuses banderoles «CFDT en lutte». Que représentent en nombre et en force les syndicats opposés aux réformes proposées par le gouvernement, sécurité sociale, retraites, services publics...

Marie Françoise : plus de 40 Unions départementales ont appelé à l'action et toutes les Fédérations concernées, Cheminots, PTT, EDF...à partir de ce jour là il y avait deux CFDT, la «CFDT en lutte» et la CFDT dans les fauteuils des ministères. La population a soutenu le mouvement malgré la gêne, on retrouve parmi les adhérents de la CFDT le même sentiment. La CFDT était présente dans toutes les

NOTAT CONTRE-ATTAQUE



manifestations et dans tous les secteurs en grève. Il ne faut pas oublier que la CFDT a été largement influencée par mai 1968, tant dans ses orientations que dans sa composition. Les militants et les adhérents au diapason des acteurs de ce mouvement, veulent agir pour une société meilleure pour les jeunes générations.

Le Coquelicot : comment a réagi la direction confédérale à cette fracture dans la CFDT ?

Marie Françoise : la FGTE a titré dans un de ces bulletins «le mouvement social, l'épreuve et l'heure de vérité pour la CFDT». C'est sûr, Notat est la porte parole d'une direction confédérale qui a un projet politique : elle considère que depuis la chute du mur de Berlin il n'y a plus d'alternative possible au capitalisme libéral... il faut l'accepter et l'accompagner.

Dès le début de l'action, la CFDT a joué les diviseurs. Après avoir signé un communiqué commun avec FO et la C.G.T., elle a provoqué la rupture de cette démarche unitaire. Elle a appelé à la reprise du



travail alors qu'elle n'a pas appelé à la grève, elle a soutenu Juppé publiquement en lui demandant de tenir bon face à la rue! Elle a traité les structures de la CFDT qui participaient au mouvement de «corporatistes» et elle leur fait le procès de «faire le lit de Le Pen». Elle laisse pourrir la situation pour écœurer les adhérents qui n'acceptent pas ses orientations... elle préfère les voir partir que faire face à cette contestation. Une centaine de syndicats ont demandé un congrès extraordinaire pour clarifier les orientations et élire une nouvelle équipe. Actuellement plus de 500 syndicats sur 2000 se sont joints à cette initiative, ils représentent une moyenne de timbres supérieure à la moyenne de l'ensemble des syndicats... ce sont donc de gros syndicats. L'équipe actuelle a lancé une campagne pour discréditer cette demande. Dans une circulaire interne du 28 décembre elle accuse 12 personnes de manipuler l'organisation et de faire pression sur les structures. Le Bureau national a voté contre cette demande de congrès extraordinaire (32 voix et 1 abstention sur 35). La FGTE a également demandé un congrès extraordinaire par le biais d'une motion qui sera discutée au CNC des 23, 24 et 25 janvier car seuls le CNC ou le BN peuvent demander statutairement la tenue d'un congrès extraordinaire, (au CNC ne votent que les représentants des fédérations et des régions). Le CNC a refusé le congrès...ils bloquent les mandats et c'est joué!

Le Coquelicot : que vont faire tous ces syndicats de «CFDT en lutte»?

Marie Françoise : ils se sont réunis à Paris les 12 et 13 janvier . Trois positions se sont exprimées. Il y a ceux qui veulent mener la bataille interne le plus longtemps possible, il y a ceux qui quitteront la CFDT si le 25 il n'y a pas de changement de cap, ce sont surtout des cheminots d'autant qu'ils ont des élections professionnelles le 28 mars. La majorité souhaite mener une bagarre interne mais avec des échéances...il n'est pas question de s'y épuiser! Au prochain CNC d'avril une demande de congrès extraordinaire sera renouvelée, d'ici là la situation va évoluer : les ordonnances sur la sécurité sociale seront connues, l'accord sur l'aménagement du temps de travail va entrer en application, le mouvement social peut repartir, peut être même avec le privé. Nous avons 3 mois pour convaincre de la nécessité de ce congrès. Si ça ne marche pas, une assemblée générale des syndicats ayant demandé ce congrès sera réunie pour décider



des dispositions à prendre dans le cadre d'une nouvelle organisation. Des discussions sont ouvertes avec tout le monde, ceux qu'on appelle les dix (SUD, SNUI, CRC, FISCT...syndicats en rupture avec les confédérations traditionnelles et qui s'interrogent sur un syndicalisme interprofessionnel), la C.G.T.. Le souci d'un certain nombre de structures, c'est de ne pas laisser le secteur privé sur le bord de la route. Il faut sortir avec une perspective interprofessionnelle.

Pendant ces 3 mois, un journal de la «CFDT en lutte» sortira sous le titre «Tous ensemble», diffusé aux adhérents. Selon moi et d'autres, ce devrait être un outil de la recomposition syndicale. Des porte-paroles s'exprimeront pour «CFDT en lutte» pour la faire vivre et exister.

Il y aura sûrement des réactions de la Confédération mais on ne peut pas préjuger de ce qu'elles seront ni d'ailleurs de ce que sera le mouvement social dans quelques mois.

Le Coquelicot : est-ce que «CFDT en lutte» a, par rapport aux mesures gouvernementales, des revendications particulières et une stratégie d'action ?

Marie Françoise : le problème majeur de la protection sociale c'est le chômage. N'oublions pas que 3 millions de chômeurs c'est 198 milliards de recettes en moins, c'est pourquoi nous revendiquons une loi cadre pour la réduction du temps de travail à 32 heures avec la création d'emplois correspondants et une réforme de la fiscalité permettant de mettre à contribution tous les revenus, surtout ceux du capital, des taxations sur les profits des industries pharmaceutiques et le contrôle des prix, le maintien du système de cotisation et non des prélèvements qui alimenteraient le budget de l'État et qui ne pourraient pas être contrôlés. Pas de gestion étatisée qui laisserait à l'État carte blanche pour fixer les critères de prise en charge des soins. Et pour les retraites le maintien pour le secteur public et le retour pour le secteur privé aux 37 ans et demi de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein. ■

Propos recueillis par Emma



LE VOITURAGE JUPPÉ-NOTAT A BIEN FONCTIONNÉ

Sept cents cheminots quittent la CFDT pour rejoindre le syndicat SUD. Réunis en congrès extraordinaire à Créteil le 26 janvier, les membres du syndicat régional CFDT des travailleurs du rail de Paris-Sud-Est ont voté leur départ de la CFDT par 120 mandats sur 128 exprimés pour rejoindre le syndicat SUD.

SNCF : gagner, c'est possible !

Le Coquelicot a rencontré à Toulouse et à l'issue des grèves de novembre et décembre 1995 D.L. c'est un conducteur de train, militant de base et syndiqué à la CFDT depuis belle lurette. Sa carrière professionnelle a débuté à Paris comme tous ses collègues. C'est depuis 86/87 et dans les coordinations déjà en lutte contre le démantèlement de la SNCF, mais aussi contre un certain attentisme des confédérations qu'il a fourbi ses premières armes comme militant syndical. Nous lui avons demandé de nous donner son regard, son point de vue d'une lutte pas tout à fait comme les autres.

Le Coquelicot – Je sais que tu as participé à Paris aux grèves de 1986 ; quelle différence fais-tu entre ce que tu as vécu en 1986 et le mouvement de novembre 1995 ?

D.L. Déjà en 1986 les grèves sont parties à la SNCF de la base et ce n'était pas avec un préavis, c'est parti, comment dire, à la sauvage. Il y avait quant même déjà au départ un mécontentement et ça a fait tâche d'huile en deux jours au niveau des dépôts ensuite aux niveaux des ateliers, des gares et tous les autres services sont partis en trois/quatre jours. Il y a eu un arrêt quasi systématique de toute la SNCF. Par contre en 1995, il y a eu un préavis de déposé reconductible en AG, pratiquement tous

les services de la SNCF le vendredi ont débrayé. Il n'est resté le W.E que les dépôts de conducteurs et ensuite le lundi à l'appel d'ailleurs de tous les syndicats, tous les autres services ont suivi et ça n'a fait que s'amplifier pratiquement pendant les trois semaines, il y a eu juste un petit déclin sur la fin.

Et en terme d'organisation, la grève en 1986, c'était plus des coordinations qui sont apparues ?

D.L. Oui bien sur en 1986 il y a eu deux coordinations, «la coordination des conducteurs» et ensuite «la coordination nationale des cheminots en grève». Il est vrai qu'à cette époque les syndicats

se sont amarré derrière, puisqu'il n'y avait pas eu de préavis, c'est parti de la base et il s'est créé immédiatement des coordinations ; ce n'est que deux ou trois jours après que les syndicats ont repri le dessus pour un petit peu cercler les gens.

Quels sont pour toi les temps forts de cette grève ? quel est pour toi ce qui a dominé, les revendications, la convivialité ou la solidarité entre les gens ?

D.L. Ce qui m'est apparu important, enfin à mes yeux, c'est surtout qu'il y a eu une grande solidarité. Les gens se sont senti à nouveau concernés et on l'a vu aussi bien chez ceux qui n'étaient pas



dans l'action, comme chez les grévistes, cela s'est vu aussi même chez les non-grévistes, ceux qui ne pouvaient pas faire grève, ainsi qu'au niveau de la population on a senti des gens solidaires qui nous suivaient, qui écoutaient bien, qui regardaient bien ce qu'on faisait. On l'a même vu au niveau des transports à Paris : les gens étaient extrêmement solidaires. Ce mouvement a permis d'enlever ce côté individualiste qu'avaient les gens, cette situation a cassé un peu ça.

Si tu avais quelque chose à retenir de cette grève qu'est-ce que tu retiendrais toi, militant de base et cheminot ?

D.L. Ce que je retiens déjà c'est qu'au moment de la reprise, ce n'a pas été une reprise comme d'habitude «aller on reprend et terminé» non on est restés tous mobilisés et d'ailleurs on est toujours à l'écoute, on a même un préavis de grève pour le 1^{er} février, dans trois jours parce que les promesses qui avaient été faites pendant la grève ne sont pas tenues, mais la solidarité est toujours là, je sens que le jour de la grève qu'il va y avoir le 1^{er} va être suivi, disons que l'on n'a pas repris comme en 86 ou cela a été un dépôt par ici, des syndicats par là, des groupes par ailleurs. On a repris sur nos revendications on a obtenu le gel des acquis, de rester comme avant. Maintenant les gens écoutent tout, discutent, lisent les affiches, les tracts, les journaux pour se tenir au courant. Les gens restent cinq dix minutes après le travail, chose qu'il ne faisaient pas avant.

En quoi le comportement de la confédération face à ce mouvement a pu te gêner dans la lutte que vous avez menée pendant trois semaines ?

D.L. Il est évident que lorsqu'on est dans un syndicat et qu'à la tête on est pas suivi c'est vrai qu'il y a un certain malaise, une certaine gêne. Bon, nous immédiatement et même avant la grève, par rapport à une émission qui était passée à la télé on a réagi, et on a distribué une lettre pétition comme quoi on était en désaccord ; donc le premier jour de grève même par rapport aux autres syndicats CFDT on était tranquilles, rassurés, car on savait ce que l'on devait en penser et les gens autour de nous savaient ce que nous pensions, on était tout à fait en désaccord avec la confédération et on est rentré dans la lutte sans tenir compte de la direction. On a travaillé entre nous mais en relation avec les autres dépôts. Disons que l'on n'a jamais été suivi par la tête et il est même surprenant qu'à la fin de la grève Nicole Notat ait pu dire qu'il n'y avait plus lieu de continuer la grève alors qu'elle même n'a jamais appelé à la faire.

Que trouves-tu de changé dans le comportement des collègues de boulot et dans celui de la hiérarchie ?

D.L. Dans le cas de la hiérarchie il ne faut pas oublier qu'une partie d'entre elle a fait grève et c'est assez rare, il y eu à un moment donné jusqu'à 40% de grévistes chez les cadres dans la région de Toulouse, chose qui ne s'était jamais vue et il est certain que d'autres cadres nous regardaient, mais comme ils n'ont jamais fait grève de leur vie ! on les a sen-

tis gênés. On a vu des cadres ne faisant pas grève être présents aux manif et pas cinq minutes mais du début à la fin ! Maintenant on a repris le travail et même si on a un certain mépris par rapport aux non-grévistes, il nous faut reconnaître que quand en 86/87 les cadres n'avaient pas fait grève, la reprise avait été plus houleuse qu'aujourd'hui. On sait bien que ce sont toujours des cadres, mais il reste un lien, surtout avec certains qui ont été là présents tout le temps avec nous et qui n'ont repris que 4/5 jours avant nous.

Et maintenant quel avenir vois-tu à ce collectif, à cette solidarité qui s'est créée pendant la grève ?

D.L. On sent les gens... pour comparer à 86 la reprise du travail s'était faite chacun de son côté, critiquant les positions des uns et des autres aussi bien entre les cheminots qu'entre les syndicats. Cette fois-ci, même s'il y a eu quelques problèmes entre les syndicats, les divergences n'ont pas apparu au grand jour ; on sent très bien qu'il y a eu une forte mobilisation et pression de la part des grévistes. Par exemple, comme je l'ai dit plus haut, il y a une grève de un jour qui s'annonce, et alors qu'avant on était contre ce type de mobilisation, je suis sûr qu'elle va être suivie. On sent bien les gens soudés et même entre syndicats. En ce qui concerne le devenir de cette grève, déjà elle nous a permis de mieux nous comprendre entre syndicats, d'être plus soudés, de mieux se connaître entre les nouveaux arrivants, les mutations, etc.

Cette grève de trois semaines a permis une plus grande cohésion dans le personnel cheminot.

Et maintenant une question plus d'actualité, comment vois-tu l'avenir de la CFDT ?

D.L. Le devenir de la confédération, bon déjà la confédération elle même va rester, mais il est vrai que dedans il y a certains syndicats de cheminots qui sont visés, certains adhérents ont déjà démissionné. Nous avons des élections au mois de mars, c'est court, mais il est certain que l'on va se présenter et se démarquer, ce ne sera pas CFDT tout court mais «CFDT en LUTTE» «CFDT TOUS ENSEMBLE» avec une autre optique quoi ! et par là on verra suivant le résultat, suivant l'évolution, peut-être partir tous ensemble ? Refaire une confédération avec d'autres tendances, d'autres petits syndicats ? en tout les cas plus démocratique que ce qu'est devenue la CFDT car le D ne veut plus rien dire. ■



Que se passe-t-il dans le monde calfeutré de notre bonne église vaticane ?

Il y eut d'abord ces femmes qui, après avoir été violées par de vaillants soldats, avaient eu l'outrecuidance de demander à être avortées. L'autorisation papale fut refusée. Silence dans les rangs. Si le viol n'est pas considéré par l'Ethéré comme un crime, l'avortement oui. Par contre, il désigna comme «héroïques» celles qui acceptaient de poursuivre une grossesse imposée par la force, «comme on le rencontre malheureusement dans un contexte de guerre» (Le Monde 11/7/95). Comme si la guerre pouvait engendrer d'heureuses rencontres.

Quelque mois plus tard, patatras ! Le porteur de cierges, Walesa, se fait doubler par un dandy ex-communiste dans la course à la présidence en Pologne. Et, au mois de novembre, ne voit-on pas que la cousine aînée de l'église, l'Irlande, à cause d'un malheureux bulletin de vote (0,4%) et malgré l'intervention du pape et de sa soeur, la Térésa, choisit le camp des divorcés, des mécréants et des sans foi ni loi. Enfin, ce malaise au balcon, le jour anniversaire de la naissance du patron de la secte, ça ne fait pas bonne presse !

Dieu aurait-il foutu le camp ? On se dit ça suffit ! L'infaillible est KO dans les cordes, jetons l'éponge ! Faudra-t-il arrêter de tirer sur l'ambulance, fut-elle baptisée papamobile ? Mais c'était sans compter sans le Zorro de la fracture sociale, Chirac, «fils aîné de l'église» (la dépêche du midi 21/1/96). En frac ajusté, le petit-fils de l'Ethéré (si j'ai bien suivi) est venu remplir ce vide dont la nature à horreur et mettre fin à cette série de malédictions. Au passage il s'est fait introniser «chamois d'or» par un homonyme de Madelin.

• Lu dans le Monde Diplomatique de novembre 1995 un extrait de l'autobiographie d'un général américain. Au début du siècle, il a sévi dans tout les coins de la terre labourés par son corps de marines au nom de la démocratie et du patriotisme.

Ce brave général, qui est mort dans son lit, n'hésite pas à déclarer que pendant trente-trois ans il fut l'homme de main, l'expert, de Wall-Street, «j'ai été un racketteur à la solde du capitalisme». Il cite un tas de pays tel le Mexique qu'il contribua, en 1914, à transformer en un paradis pour les pétroliers américains. Même procédé en Haïti et à Cuba pour les intérêts de la National City Bank. De 1909 à 1912 il est au Nicaragua où il «participe à l'épuration au profit de la banque internationale Brown Brothers». De même il contribue à ce que «le Honduras soit mûr pour accueillir les compagnies fruitières des Etats-Unis. Et d'autres encore, et d'autres encore. Il déclare, comme seul «ces grands enfants» que sont les Américains savent le faire «j'ai le sentiment que j'aurais pu rendre quelques points à Al Capone. Au mieux, il ne pouvait pratiquer son racket que sur trois arrondissements de la ville, alors que nous, les marines, opérons sur trois continents».

Quel est le futur général américain qui nous parlera un jour de la partie de racket qui s'est jouée pendant la guerre «virtuelle» du golfe, en 1992. Y aura-t-il un Al Capone pour comparer les mises ? (Extraits de Smedley Darlington Butler, War is a Racket : An Autobiography, Round Table Press, New York 1935)

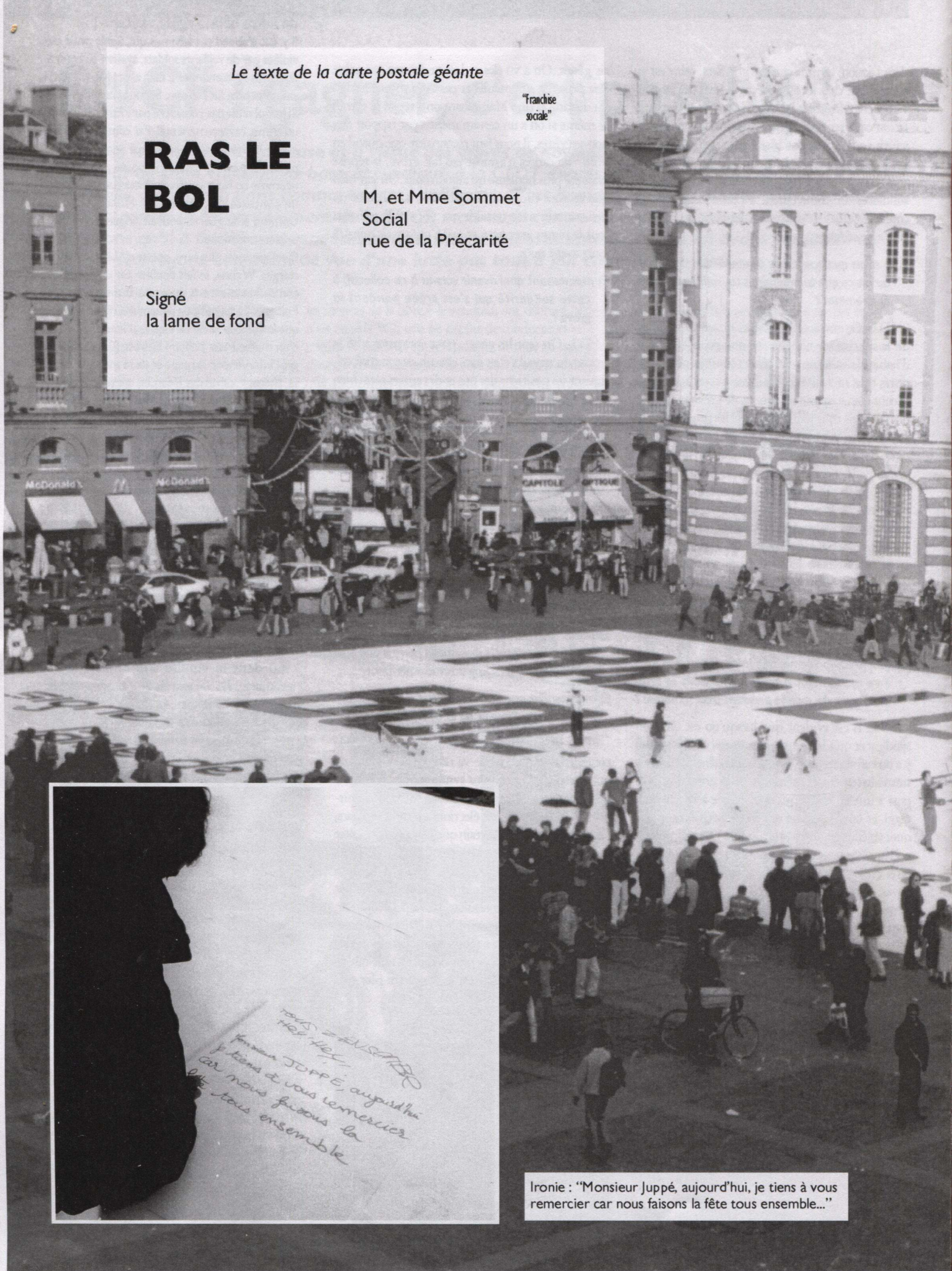
Le texte de la carte postale géante

"franchise
sociale"

RAS LE BOL

M. et Mme Sommet
Social
rue de la Précarité

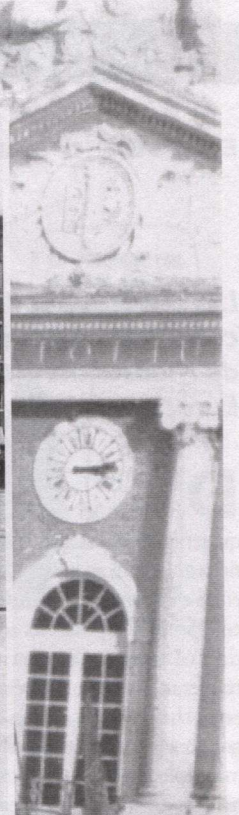
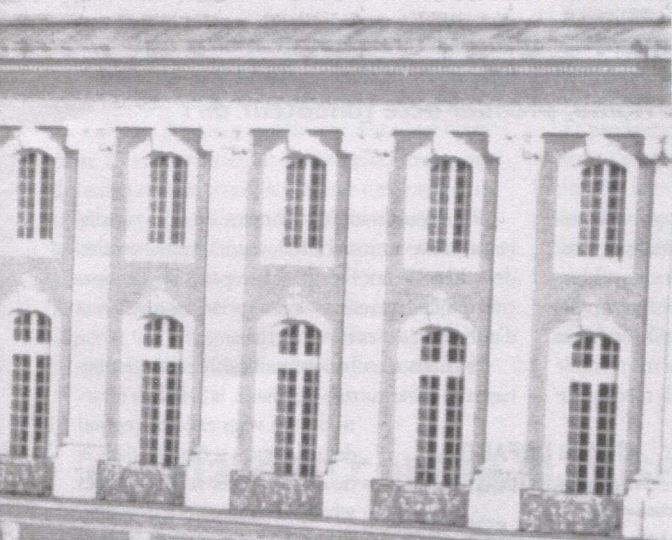
Signé
la lame de fond



TOUS = ENSEMBLE
HEL HEL
Monsieur JUPPÉ, aujourd'hui
je tiens à vous remercier
car nous faisons la
fête tous ensemble

Ironie : "Monsieur Juppé, aujourd'hui, je tiens à vous remercier car nous faisons la fête tous ensemble..."

21 décembre 1995 : 4 jours après
les violences policières, place du Capitole,
une carte postale de 65 mètres sur 40
déployée en quelques minutes... puis la fête...



Le choc du libéralisme

Les services publics français, aérien, chemins de fer, télécommunications, EDF... doivent s'ouvrir à la concurrence pour se conformer aux directives de l'Union européenne, issues non seulement du traité de Maastricht mais aussi d'un traité plus ancien, celui dit de Rome, premier acte fondateur de l'Europe.

Déjà en 1957... L'article 90 du traité de Rome, évoquant les services publics, posait les bases qui seront précisées au fur et à mesure de la construction européenne en stipulant que « les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édictent ni ne maintiennent aucune mesure contraire au présent traité (...) ». Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles du présent traité, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de la Communauté ».

Depuis, sont intervenus l'Acte unique en 1986 qui a concrétisé, avec 300 mesures, la réalisation du « marché intérieur », la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes et le traité de Maastricht en 1992 qui parachève l'œuvre en fixant à 1997 ou 99 au plus tard l'institution de la monnaie unique baptisée EURO au Conseil européen de Madrid le 16 décembre 1995.

Des directives européennes ont fixées les règles de la concurrence auxquelles sont soumis les secteurs de l'aérien, des télécommunications et des transports ainsi que les échéances d'application.

Plus de monopoles dans les airs...

Le troisième « paquet » législatif communautaire (c'est comme ça qu'on parle à Bruxelles) de libéralisation de l'espace aérien européen, prévoit la fin des monopoles sur les lignes intérieures, la liberté des

prix, l'autorisation de pratiquer le cabotage « consécutif » (c'est à dire exploiter une ligne intérieure consécutivement à une liaison entre deux états membres (exemple : Paris-Frankfort, Frankfort-Munich). Ces mesures applicables depuis janvier 93 (mais des clauses de sauvegarde ont permis à la France de maintenir le monopole d'Air Inter) prévoit d'ouvrir à la concurrence les lignes intérieures, sans restriction aucune, au plus tard au 1^{er} janvier 1996. Six lignes avaient déjà été ouvertes mais à compter du 1^{er} janvier... toutes les lignes sont disponibles... à condition qu'elles soient rentables bien sûr ! ce n'est pas obligatoire de faire Nantes-Toulouse. Et ce n'est pas fini, à partir du 1^{er} avril 1997, c'est tout l'espace aérien européen qui est ouvert à la concurrence. Air France pourra, si elle veut, exploiter une ligne Venise-Naples... et pourquoi pas ! Et l'aménagement de mon territoire ! Qui assurera donc

et dans quelles conditions les lignes non rentables... il y en a ! Jusqu'à présent, c'était Air Inter, ça faisait partie de sa mission de service public... maintenant, elle n'est plus obligée. Désormais, il y aura appel à la concurrence et le financement de ces lignes sera assuré par un fonds de péréquation, opérationnel dès le 1^{er} janvier 1996, alimenté par une redevance de 4 francs par billet. Ouf ! on l'a échappé belle ! Ils ont tout prévu. Pas fous ! Ils savent bien que sinon ça ne se bousculerait pas au portillon. Ils savent bien que libéralisme et service public ce n'est pas la même chose. Et s'il faut subventionner des lignes pour les hommes d'affaires qui doivent, de toute urgence, se rendre de Toulouse à Nice... il faudra bien les aider.

Ni sur les rails...

La fin du monopole de la SNCF est proche ! La réglementation communautaire prévoit de séparer la gestion des infrastructures de son utilisation. En effet, « toute entreprise, saine financièrement et possédant les compétences requises pourra demander dans l'État membre où elle est établie et elle sera valable sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne ».

Par ailleurs et afin de permettre un accès non discriminatoire au marché ferroviaire communautaire, des critères seront fixés pour la répartition des capacités d'infrastructures et la perception des redevances d'utilisation de ces infrastructures.

Les États membres pourront confier au gestionnaire de l'infrastructure (en France, la SNCF) la répartition des voies et la perception des redevances y compris dans le cas où celui-ci est l'exploitant des services de transports ferroviaires. La SNCF transporteur paiera donc à la SNCF gestionnaire la redevance et elle lui demandera l'autorisation de rouler sur ses voies. Pas mal !

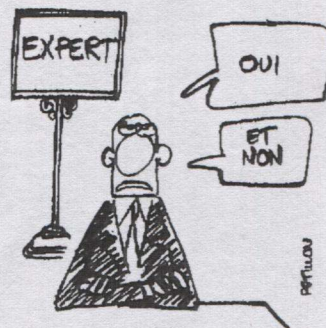
Ni par téléphone...

Au 1^{er} janvier 1998, les services téléphoniques traditionnels -téléphonie vocale- seront ouverts à la concurrence dans les pays de la communauté européenne. C'est décidé ! Mais ils (ils : la technostructure) se font du souci, aussi la Commission (c'est elle qui dans la communauté propose les politiques à mettre en œuvre et c'est le Conseil des ministres composé des ministres compétents de chaque pays qui décide et le Parlement européen qui donne un avis) propose un cadre réglementaire permettant « d'ouvrir le marché à la concurrence, sans menacer les opérateurs publics tout en garantissant l'accès de tous les utilisateurs aux services des télécommunications à des prix abordables ». Organiser la concurrence tout en protégeant le service public et garantir le service à tout le monde et cela au moindre prix... c'est la quadrature du cercle ou alors ça veut dire : ce qui marche bien au secteur privé, ce qui ne rapporte rien au secteur public... à condition qu'on lui en donne les moyens. Le ministre les a trouvés (mais seront-ils suffisants) en imposant à tous les opérateurs d'alimenter « un fonds commun pour financer les cabines téléphoniques, les annuaires et les services de renseignements ». Une redevance, versée par les opérateurs pour l'acquisition de leurs licences d'exploitation, financera une autorité indépendante de l'État chargée de contrôler, sanctionner et arbitrer les manquements aux règles du jeu fixées par l'État.

Et pour l'énergie... y a un problème.

Réunis en conseil énergie le 20 décembre dernier, les ministres de l'Union européenne n'ont pas pu s'entendre sur une position commune sur la directive concernant la libéralisation du marché intérieur de l'électricité. Une nouvelle réunion est prévue en février 1996 et la commission pourrait, en cas d'impasse tota-

CRISE : LA FAUTE A MAASTRICHT



le, utiliser l'article 90-3 du traité qui lui permet de faire passer une directive avec une simple consultation des États membres et du Parlement européen. Donc, à suivre.

Le service public en danger?

Les directives européennes sont claires et les discours de l'État sur l'inscription, dans la constitution, du maintien du service public sont d'une rare hypocrisie. Ils seront maintenus mais en concurrence avec des entreprises privées et leur avenir n'est pas garanti. L'usager qui va devenir client n'aura sûrement plus le même comportement. Ceux qui auront du fric pourront se payer les meilleurs services et les autres... ils auront le «service universel» (pâle copie du service public français) proposé par Bruxelles et qui s'apparente comme le dit Christian Barrère (Le monde diplo-

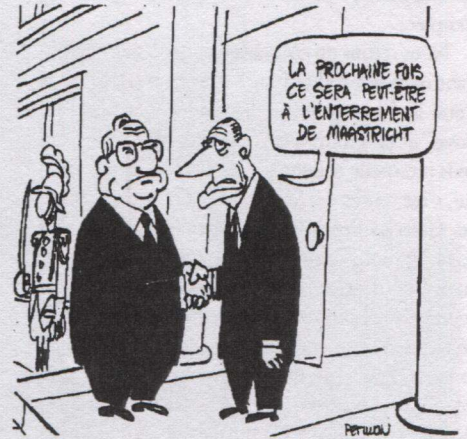
matique de janvier 96) à un «service minimum d'insertion». Sans parler du statut des agents des services publics qui risque, à terme, de sauter. Au début bien sûr il sera garanti mais face à la concurrence, c'est un verrou que l'État essaiera de faire voler en éclats. Les français sont bien seuls dans cette galère, les autres pays de la communauté n'ayant pas un secteur public aussi développé.

Et pendant que le marché se mondialise, les travailleurs s'organisent (quand ils le peuvent) dans les limites des frontières dessinées par l'État Nation. Et pourtant leurs problèmes sont les mêmes... chômage, protection sociale, salaires, services accessibles à toute la population.

S'organiser, au moins au niveau européen, devient une urgence. Demain, il sera peut être trop tard. ■

Emma

MONNAIE UNIQUE : L'ALLEMAGNE PAS PRÊTE NON PLUS



Marche contre la misère et le chômage en Espagne

Le collectif d'associations BALADRE, constitué de chrétiens, de libertaires, de marxistes, d'autonomes, de groupes de femmes, et du syndicat CGT espagnol (anarcho-syndicalistes) ont organisé du 11 au 17 décembre 1995, une marche contre la misère et le chômage. Cette marche, a eu trois points différents de départs : d'Andalousie, de Valence et de Vitoria (Euskadi). D'Andalousie...

La colonne Andalousie a permis de réunir 1000 personnes pendant ces huit jours sur l'ensemble de la Marche. L'importance exceptionnelle de cette mobilisation andalouse est due à son taux de chômage : 33 % dans cette région contre 22 % sur l'ensemble du territoire espagnol. Elle a donné lieu à une rencontre d'une journée avec les travailleurs ruraux du syndicat Obreros del Campo, à la visite d'une coopérative autogérée. Les autres colonnes quant à elles ont permis de réunir une centaine de personnes chacune, marcheurs permanents. Il est à noter que Barcelone, seconde ville du pays n'a pu réunir aucune colonne de marcheurs.

... À Madrid

Ces Marches ont convergé vers Madrid, et se sont achevées dans une gigantesque manifestation le dimanche 17, à la Puerta del Sol. La barrière des

Pyrénées est une frontière pour les petits comme nous. Mais la planification de la misère par l'Organisation Mondiale du Commerce et par l'Europe de

Maastricht, les Etats n'ont pas de frontière pour l'appliquer. Il n'y a pas deux manières de subir la violence du chômage et nos luttes sont les mêmes :



il n'y a donc pas de décalage entre les slogans espagnols et français.

- Le chômage est un échec social, pas personnel !
- Salarié licencié, patron à pendre !
- Les contrats poubelles, à la poubelle !
- Partageons le travail, pas la misère !
- Ta richesse est notre pauvreté !
- Le chômage assassine !

Une délégation de la marche a demandé à être reçue par Felipe Gonzalez.

La conférence intergouvernementale des Chefs d'État des pays de l'Union européenne, qui a lieu à

Suite page suivante ►

Tuez-les tous...

Il existe, à Balma, dans la banlieue Toulousaine, une rue Alexis Carrel. Il faut donner à cette rue son vraie nom : Hartheim. D'abord c'est aussi peu connu car qui se souvient de ce Prix Nobel français de 1912, et puis cela serait plus honnête pour ses habitants. Excessif, ce raccourci historique? Voyons voir...

► Madrid refusera de nous recevoir : le calendrier est complet...

Nous créons un embouteillage monstre en rentrant dans Madrid et franchement on est heureux d'être là. Nous arrivons devant les "Galerías Preciosas" et un groupe est là avec des banderoles, qui nous interpelle et nous applaudit. Ce groupe, mais oui, c'est toutes des femmes, ce sont les vendeuses des Galerías Preciosas qui sont en grève et nous nous joignons à elles. Le cortège est important quand nous arrivons à la Puerta del Sol où un podium a été monté. Chacun interviendra : de la déclaration d'un chômeur basque aux marcheurs en passant par des syndicalistes, une femme de 82 ans, admirable et en colère, un andalou qui finira sa diatribe en frappant de ses mains le tempo et des chants à capella, sublimes, une chorale qui interprétera la chanson de la colonne d'Euskadi, termineront le rassemblement.

Rendez-vous à Lyon

Une représentante de AC! aura pu auparavant parler du chômage et des chômeurs en France et appeler à se rassembler tous à Lyon du 26 au 29 juin 1995 pour manifester lors du Sommet des 7 pays les plus industrialisés au monde. (G7). La presse s'est comportée comme chaque fois : le silence, l'impasse sur l'information de ces groupes qui élèvent leur voix pour dénoncer la richesse des pays et la pauvreté de ses habitants.

Manolo Saez (BALADRE) et José Maria Olaiola (secrétaire général de la CGT) ont entamé une grève de la faim d'une semaine pour dénoncer l'Europe du capital et la situation d'exclusion qui se vit dans le pays et pour être reçu par le ministre du Travail Marcos Pena. Cette grève de la faim s'est achevée lors de la manifestation du 17 décembre 1995, qui protestait contre la rencontre des Chefs d'État de l'Europe de Maastricht. ■

AC!



« **A**lexis Carrel, chirurgien et physiologiste français, né à Sainte-Foy-les-Lyon (1873-1944), auteur d'importantes découvertes sur la culture des tissus. On lui doit *L'Homme, cet inconnu*. » C'est ce que nous dit le petit Larousse...

« L'Homme, cet inconnu » qui fut, avant guerre, une « œuvre incontestée du génie médical français » est une profession de foi dans l'eugénisme: la science des conditions favorables au maintien de la qualité de l'espèce humaine. A. Carrel veut y démontrer la dégénérescence de la race, et la nécessité de lutter, par des méthodes appropriées, contre cet affaiblissement. Il y soutient que l'amélioration moderne des conditions de vie et les progrès de la médecine font survivre des êtres que les temps anciens auraient impitoyablement éliminés. Que ces êtres peuvent ensuite se mélanger et procréer avec les éléments sains de la population (quelle horreur!), transmettre leurs tares et affaiblir l'ensemble de la race. Il faut donc, pour remplacer la sélection naturelle, les éliminer. Et comme on devrait le faire de façon douce, humaine en quelque sorte il faut employer la chambre à gaz!

Demandez le programme

Comme je suppose que vous ne croirez pas cette affirmation sans preuve, (peut-être penserez-vous que le « Coquelicot » exagère, je vous livre quelques extraits de ce « livre »).

Page 359 : « Il y a un seul moyen d'empêcher le prédominance désastreuse des faibles. C'est de développer les forts. » Page 361 : « On rencontre même chez les prolétaires des sujets capables d'un haut développement. Mais ce phénomène est peu fréquent. En effet la répartition de la population d'un pays en différentes classes n'est pas l'effet du hasard, ni de conventions sociales. Elle a une base biologique profonde. » Page 365 : « Aujourd'hui il est indispensable que les classes sociales soient de plus en plus des classes biologiques. » Page 363 : « Ce sont les nouvelles venues, les paysannes et les prolétaires des pays les plus primitifs de l'Europe, qui engendrent des familles nombreuses. » Page 364 : « Par une éducation appropriée, on pourrait faire comprendre aux jeunes gens à quel malheurs ils s'exposent en se mariant dans des familles où existent la syphilis, le cancer, la tuberculose, le nervosisme, la folie, ou la faiblesse d'esprit. » Page 365 : « En fait, l'eugénisme demande le sacrifice de beaucoup d'individus. » Page 387 : « Il y a encore le problème non résolu de la foule immense des déficients et des criminels. Ceux-ci chargent d'un poids énorme la population restée saine. Le coût des prisons et des asiles d'aliénés, de la protection du public contre les bandits et les fous, est, comme

nous le savons, devenu gigantesque. ... Les anormaux empêchent le développement des normaux. ... Pourquoi la société ne disposerait-elle pas des criminels et des aliénés d'une façon plus économique ? ... Peut-être faudrait-il supprimer les prisons. Elles pourraient être remplacées par des institutions beaucoup plus petites et moins coûteuses. Le conditionnement des criminels les moins dangereux par le fouet, ou par quelque autre moyen plus scientifique (?), suivi d'un court séjour à l'hôpital, suffirait probablement à assurer l'ordre. Quant aux autres, ceux qui ont tué, qui ont volé à main armée, qui ont enlevé des enfants, qui ont dépouillé les pauvres, qui ont gravement trompé la confiance du public, un établissement euthanasique, pourvu de gaz appropriés, permettrait d'en disposer de façon humaine et économique. Le même traitement ne serait-il pas applicable aux fous qui ont commis des actes criminels ? Il ne faut pas hésiter à ordonner la société moderne par rapport à l'individu sain. Les systèmes philosophiques et les préjugés sentimentaux doivent disparaître devant cette nécessité ».

Ouf... Tout le bouquin est comme ça! Une élite non-héréditaire de « super-savants » dirigeant la population saine, comme des bêtes d'abattoir, et éliminant tous les « faibles », quel programme!

Ils l'ont fait

Et bien ce programme n'a pas échappé aux théoriciens nazis, qui, dès 1936, saluaient dans A. Carrel un génial précurseur. Avec cette différence qu'ils mirent ce programme en chantier.

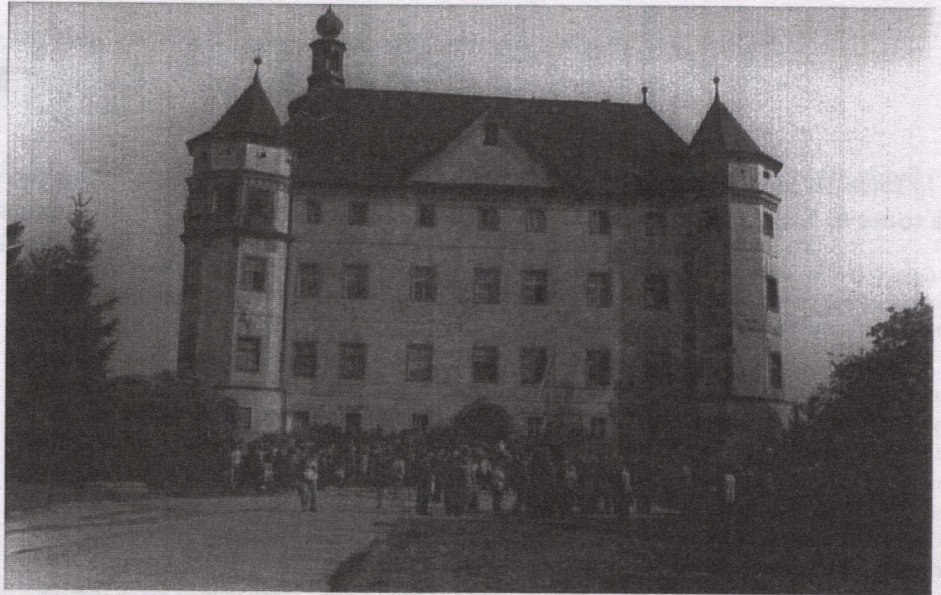
Dans le livre de Gitta Sereny : « Au fond des ténèbres », on se rend bien compte de ce que donne l'eugénisme en action. L'auteur y interroge longuement Franz Stangl, un des « administratifs » du château d'Hartheim (voir Coquelicot n°3) puis ancien commandant des camps d'extermination de Sobibor et de Treblinka,

Après, en 1933, la loi sur la stérilisation forcée, et en 1935, l'avortement obligatoire en cas de maladie héréditaire d'un des membres du couple, la première « extermination de masse », (ne pas confondre avec les camps de concentration ouverts dès 1933), lancée par Hitler, a été l'élimination des fous et des anormaux. Fin Octobre 1939 (antidaté au 1er Septembre) il signe le décret de l'opération T4 (dont Hartheim est l'un des 6 maillons), une des opérations les plus secrètes de ce régime, la légalisation du meurtre : « octroyer une mort miséricordieuse à des malades qui auront été jugés incurables au terme d'un examen... » Stangl explique très bien qu'il n'y avait pas d'examen. L'administration de la mort vidait systématiquement les hôpi-

taux et les asiles pour de soi-disants transferts. Les pauvres gens, enfants débiles, grabataires, monstres, malades mentaux, arrivaient au chateau d'Hartheim et y mouraient en quelques heures... gazés! Car « les préjugés sentimentaux doivent disparaître devant cette nécessité ».

Hitler a donc attendu le début de la guerre pour éliminer légalement les anormaux. En effet il devait pouvoir cacher cette opération pour ne pas heurter frontalement les Eglises et l'Eglise catholique en particulier. Or, celle-ci a été, à quelques exceptions près, d'une lâcheté à toute épreuve. Le pape Pie XII n'a réagi qu'en Juin 1943 alors qu'il savait (G.Sereny donne toutes les preuves) ce qui s'était passé et que l'opération T4 était déjà suspendue depuis le 24 Août 1941, après un net succès : 60 à 80 000 enfants et adultes assassinés. Quant aux juifs et aux gitans dont le tour venait après, le pape n'a jamais dénoncé l'extermination !

Car cela a continué sous une autre forme : l'élimination des détenus des camps de concentration qualifiés d'incurables, les « Einsatzgruppen » du front de l'Est (Baby Yar...), puis l'élimination raciale, la « solution finale ». Les « spécialistes » formés par l'opération T4 vont tous être utilisés par les nazis dans les camps d'extermination de Pologne. Fonctionnaires sans états d'âmes ils savent désormais comment on organise la mise à mort industrielle. Stangl passe ainsi tranquillement de la « mort octroyée », l'euthanasie d'Hartheim, à la construction, l'organisation du camp de Sobibor puis de Treblinka... entre 400000 et 1 200000 morts.



Voilà les résultats des théories eugénistes du prix Nobel français Alexis Carrel.

Mais pourquoi donc nous jugeons si facilement les fascistes « étrangers » et sommes-nous incapables de regarder en face notre propre histoire ? Il a fallu 20 ans de procédures pour traîner un Touvier devant les tribunaux... Bousquet (l'ami de Mitterrand) a été buté sans jugement. Papon sera jugé quand les poules auront des dents... (et qu'il sera mort dans son lit).

Et quant à Carrel il a toujours une rue, à Balma... Appelons-la Château d'Hartheim ! Ça fera plus propre. ★

Caillou «l'ouar ta gueule!»

PS : Merci à Ras l'Front pour les infos et le boulot déjà fait et à Gitta Sereny pour son bouquin réédité chez Denoël (Médiations) en Septembre 1993.

Liberté pour Jean-Luc Galvan

Le 16 janvier 1996 les policiers de la 6^e division anti-terroriste de la direction centrale de la police judiciaire agissant sur commission rogatoire du juge Laurence Le Vert, spécialisée à la 14^e section du parquet de Paris dans la lutte contre le terrorisme, ont procédé à une série d'interpellations en Haute-Garonne, Ariège et Pyrénées-Atlantiques. Une dizaine de personnes ont été interpellées et retenues dans le cadre de procédures exceptionnelles. neuf personnes ont été relâchées.

Un clandestin connu de tous ?

Après 72 heures de garde à vue, Jean-Luc a été transféré à Paris et mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Il lui est reproché d'avoir hébergé, il y a quelques mois, une personne que la police accuse d'être un militant présumé clandestin de l'ETA. On s'étonne, car au vu des interrogatoires subis par les interpellés, la police paraissait très bien renseignée (photos, enquêtes auprès des voisins et des commerçants, enregistrement de communications téléphoniques...) sur cette personne qui vivait au vu et au su de tout le monde.

Toulouse, terre d'accueil

Toulouse et sa région ont été, pendant des décennies une terre d'accueil pour des dizaines de

milliers de militants et de réfugiés politiques espagnols de toutes obédiences. Aujourd'hui avec les lois Pasqua en vigueur depuis 1993 et le projet de loi Toubon, discuté actuellement au parlement, tout acte d'hébergement d'un militant étranger est assimilé à une « association de malfaiteurs » ainsi que d'ailleurs une simple aide au séjour irrégulier d'un étranger. Faut-il aujourd'hui demander l'autorisation à la police ou à la gendarmerie pour héberger quelqu'un ?

Militant associatif et syndical, cofondateur de la radio libre Canal Sud, coauteur du film « Le miroir » sur l'université du mirail et préparant au moment de son arrestation un film sur le conflit de l'usine JOB à toulouse, Jean luc aurait-il le nouveau profil

type pour être particulièrement exposé à la répression policière ?

Un comité de soutien se réunit à Canal Sud, 40, rue Alfred-Duméril à Toulouse. Permanences tous les jours de 18 à 20 h. Tél. 61 53 30 75.

Une manifestation tous les samedis jusqu'à la libération de Jean-Luc



ETUDIANTS

Un mouvement sans tabous

À la suite du grand mouvement étudiant dont le dénouement fut occulté par le mouvement des cheminots puis de toute la Fonction publique, le Coquelicot a interviewé deux étudiants investis dans la lutte.

Le Coquelicot – Au Mirail ça a démarré plus tard qu'à Rangueil où que dans d'autres universités de France. Comment vous expliquez ça ?

S. Rangueil s'est mis en grève générale tout de suite alors qu'au Mirail c'est parti sur l'UFR de psychologie qui avait ses problèmes propres, les militants syndicalistes ont tout fait pour élargir le mouvement, alors qu'il y avait un esprit assez corporatiste de la part des profs. Après, ça s'est étendu aux autres UFR surtout en philo quant ils ont compris que l'année prochaine ils n'auraient plus de maîtrises ni de thèses. Petit à petit, par l'action des militants syndicalistes, par le bouche à oreille, l'effet de Rangueil, l'exemple de Rouen ça a permis de faire monter la mayonnaise.

C'était sur des gommes et des crayons... ?

S. A la base oui..., en Psycho on manquait de profs, Socio c'était des problèmes pédagogiques, Histoire c'était un problème de licence un peu bordélique que personne ne savait où on en était, même les profs, sauf que c'était foireux pour tout les étudiants. Mais dans l'esprit des militants syndicalistes et du cercle qui tourne autour il y avait une volonté de faire aboutir autre chose. On l'a vu dans les AG, assez rapidement on a abordé les questions beaucoup plus politiques comme l'égalité étudiants français-immigrés voire le sommmu qui a été la réquisition des capitaux boursiers pour l'éducation nationale.

Les étudiants vous ont suivis dans ce discours ?

S. Pour une grande majorité oui ; beaucoup d'étudiants non grévistes venaient pour arrêter la grève et à chaque fois ils étaient convaincus par les arguments qui étaient avancés, il y a une petite partie qui a arrêté parce qu'elle ne se reconnaissait plus dans certaines revendications, c'est là qu'on a perdu le soutien de pas mal de militants des «corpos». Voilà «voilou» ça c'est très bien passé y compris avec beaucoup de monde que l'on ne connaissait pas. Le phénomène majeur, en fait, c'est qu'il y a une frange militante de 400 étudiants qui s'est dégagée, que personne ne connaissait, ce qui est assez nouveau par rapport aux mouvements que l'on voit d'habitude sur les facs.

Comment ça c'est organisé dans la fac pendant la grève ?

S. Beaucoup de choses se sont passées en AG, avec des AG fleuves de 6 heures de discussion, avec un comité de lutte qui au départ était assez fantôme, il était chargé d'organiser les journées etc... mais qui avait beaucoup de mal à tourner. Mais petit à petit beaucoup de commissions se sont créées, le service d'ordre s'est créé par nécessité, puis après il y a eu la commission expression libre et d'autres commissions sur des actions spécifiques, sur des recherches comme les forums le matin avec un thème précis qui pouvait aller du statut de l'étudiant à la remise en cause des lois Pasqua, enfin des thèmes très variés.

E. Ce que moi j'ai ressenti, (j'étais plus extérieure que S.) c'est la volonté d'élargissement aux problèmes sociaux. Dès que le mouvement s'est déclenché dans d'autres couches sociales, les cheminots etc... tout de suite il y a eu des commissions qui étaient chargés d'aller auprès des AG de cheminots pour se renseigner savoir ce qui se passait chez eux, dire ce qui se passait chez les étudiants, essayer un minimum de coordonner les actions ou au moins de connaître les problèmes pour essayer de globaliser.

Est ce qu'il y a eu une liaison entre les facs de Toulouse, Rangueil-Droit... ?

S. Disons que le problème de la fac de Droit est un peu spécifique dans le sens où eux ils n'ont pas de problèmes matériels, budgétaires etc... et que de par l'enseignement que l'on donne là bas il n'y pas de réelle volonté de remise en cause, ce qui fait qu'ils sont restés assez moutons. L'autre problème qu'il y a eu à l'Arsenal, c'est des militants qui se sont proclamés élus et qui ont skuisé toute forme de démocratie. Ensuite sur la jonction entre les trois facs il y avait une coordination toulousaine qui se réunissait régulièrement qui comprenait le Mirail, les lycées quand ils arrivaient à bouger, les IUT dans un premier temps après ils ont refusé de venir, Rangueil et «Archi» qui avait ses actions et revendications spécifiques, mais de part et d'autre du Mirail et d'«Archi» une volonté de bosser ensemble. Ensuite tout était reporté sur la coordination nationale avec les autres facs pour les revendications auprès du ministère.

Comment ça c'est passé avec les enseignants du Mirail ?

S. Le problème avec les enseignants c'est qu'ils ont du mal à se bouger et là ils n'ont pas vraiment compris. Au niveau étudiant, ils pensaient que cela aller s'arrêter rapidement et ça repartait chaque fois, ce qui fait qu'ils ont eu du mal à suivre y compris sur certaines revendications. Régulièrement il y avait des AG communes, enfin des profs venaient à nos AG. Le problème c'est que les enseignants ne se sont jamais pratiquement mis en grève et ont profité des piquets de grève pour suspendre leurs cours. Ils gueulent pas vraiment contre les heures «sup» parce que ça leur profite et ils ne veulent pas perdre du pognon, ce qui fait qu'il y a cette ambivalence chez eux, ils veulent bien nous soutenir parce qu'ils se retrouvent dans beaucoup de choses mais d'un autre côté ça ne leur profite pas.

E. C'est bien ce que les étudiants ressentaient profondément, c'est que les profs profitaient qu'il y ait grève pour ne pas assurer les cours et donc se dire partie prenante du mouvement alors qu'en fait ils ne se déclaraient pas en grève auprès de leur ministère.

Vous avez discuté du système d'enseignement ?

S. Disons que moi je n'ai pas assisté à beaucoup de forums, là où c'était un petit peu remis en ques-

tion c'était dans les AG d'UFR, pas par des leaders, il n'y a eu de phénomène de leader au Mirail mais par certaines personnes qui expliquaient ce qu'ils voulaient, mais il n'y a pas eu, à mon avis, de réflexion collective, enfin, je peux me tromper j'avais du mal à me lever tôt le matin mais...

Ça sera dit (rose) !

S. Oui mais il faut le prendre en compte aussi!. Non généralement les forums ne portaient pas sur l'enseignement mais sur le monde extérieur qu'il fallait changer, quoi.

Changer le travail, la société ?

S. Voire même plus large que ça, il y a eu un forum sur l'Europe de Shengen, sur l'extrême droite. Il y a eu des réunions publiques avec des organisations ou des collectifs, avec les féministe sur les commandos anti-IVG ou avec RAS-LE-FRONT. Tout mis ensemble faisait une réelle remise en cause de la société mais l'enseignement était relégué au dernier plan par rapport aux revendications des travailleurs... il y a eu plutôt une solidarité, une réflexion sur le monde du travail ou de la société en général que sur les études.

C'était largement partagé ou c'est une vision de militant ?

S. Je pense que c'est largement partagé.

E. Il m'a semblé aussi, c'est ça qui m'a étonnée, étonnée ? enfin par rapport à d'autres mouvements. Ça m'a réjoui.

Et les non-grévistes, comment se sont-ils comportés pendant tout le mouvement ?

S. A mon avis il y avait deux types de non grévistes, ceux qui étaient non grévistes parce qu'ils ne se sentaient pas concernés par la grève, mais que ça ne dérangeait pas outre mesure -dans le sens je reste chez moi «tranquillo»- surtout certains étudiants habitant Luchon, Tarbes... qui ne se dérangeaient pas à chaque AG pour voir ce qui se passait. Ça se sont les grévistes majoritaires ceux qui ne sont pas impliqués dans le mouvement. Les seconds c'est peut être une coïncidence bizarre mais l'organisation des non grévistes s'est faite juste après les mots d'ordres du RPR pour briser les grèves, manif d'usagers, comités d'usagers. Sur la fac on a vu apparaître une association avec des AG de non grévistes où le service d'ordre devait intervenir régulièrement parce que dans une des premières AG on avait débusqué 7 militants du FN de l'Arsenal donc chaque fois, on devait intervenir pour expliquer que c'était «driver» par des militants du RPR ou du FN même si ce n'était pas la majorité des non grévistes.

E. Le mouvement des non grévistes s'est construit après 3 semaines de grève lorsqu'ils se sont rendu compte que le mouvement durait.

S. Ce mouvement était en total accord avec la direction qui leur prêtait des locaux, des fax et on a même vu l'administration leur filer les fichiers



donne Bayrou, on a comparé avec ce qu'on demandait, on a vu que c'était largement insuffisant, de plus on se basait sur des chiffres qui n'étaient pas donnés par les grévistes mais par les assemblées des Présidents d'UFR, par des syndicats de profs, on a tout de suite vu que cela n'allait pas, que c'était juste pour briser le mouvement et donc ça n'a pas du tout marché et tout le monde s'est prononcé contre les propositions de Bayrou. Là aussi, une large hostilité vis-à-vis d'un ministre qui se fout de notre gueule.

E. C'est un contrat démagogique et la même réaction qu'avec le Président de l'université, il ne faut pas se faire avoir par un discours qu'on a l'habitude d'entendre, des propositions qui ne sont faites que pour arrêter le mouvement. Les AG des grévistes en avaient conscience.

Comment ça s'est passé entre les étudiants, est-ce que c'était une grève joyeuse?

S. Oui, dans le sens où beaucoup d'étudiants notamment dans les 400 militants que j'ai cités tout à l'heure, ce mouvement de grève leur a permis de briser les structures sociales habituelles notamment le rapport avec les profs, avec la famille, voire avec les flics, plus tard dans les manifs. Ils ont commencé à vivre autre chose, comme ils l'entendaient, ce qui fait que l'on a vu des gens pour la première fois se parler de façon autre que «salut ça va» et «et toi ça va» et une volonté de prendre son temps et de vivre autre chose.

E. C'était aidé par l'occupation des locaux, qui a eu lieu 2 semaines après le début de la grève et a duré jusqu'au 8 janvier, ça a beaucoup consolidé cette impression de mouvement vivant, avec l'atelier expression libre qui a permis de faire un fanzine, deux numéros ont été fabriqués et puis des affiches, des films. L'école d'Archi a beaucoup aidé à ça. Moi, ce que j'ai ressenti c'est un mouvement vivant et créatif.

Et les militants politiques ou syndicaux, comment se comportaient-ils pendant ce mouvement, comment étaient-ils perçus par l'ensemble des étudiants, est-ce qu'il y a eu des «leadership» de ces militants ou pas?

S. Ben disons que, enfin, pour les militants politiques c'était selon leur appartenance, leur organisation. Beaucoup de militants ont perdu leurs repères parce qu'ils ne comprenaient plus vraiment

que ça ne rentrait pas dans les schémas classiques. Plutôt que de se prendre la tête en réunion à essayer de comprendre, ils voulaient vivre la chose, on a vu des militants de la Fédération Anarchiste, des militants de Lutte Ouvrière qui poussaient vraiment à fond avec notamment une attitude assez inconsciente de la part de Lutte Ouvrière qui voulait non pas pousser le mouvement jusqu'au bout mais plutôt partir à l'affrontement avec les forces de l'ordre pour faire prendre conscience de certaines choses. Les militants socialistes eux, bon, en gros, complètement largués, ils ont dénigré le mouvement au début et ensuite ils étaient largués, ils n'ont pas pu reprendre pied et ils ont été mal perçus par les étudiants. L'UEC n'existe pratiquement pas sur la fac et quant aux JCR c'est ce que j'expliquais au début, plutôt que de se prendre la tête dans les réunions, ils ont préféré vivre le mouvement, bien que pas toujours connus comme militants politiques. Il n'y a pas eu ce phénomène qu'il y a au début, un petit peu de méfiance vis-à-vis des syndicats. Les étudiants ont très vite compris que les militants n'étaient pas là pour récupérer, pour faire leur sauce mais plutôt pour faire avancer le schmilblic et je pense que les structures qui ont été créées, de convivialités, etc. ont beaucoup fait avec des relations d'amitié plutôt que des relations politiciennes.

C'est ton avis E?

E. Oui c'est mon avis. L'occupation des locaux, être en permanence sur le lieu, plusieurs centaines de personnes sur le lieu, ça fait qu'il y a des liens autres que des relations de pouvoir, de méfiance, comme on les connaît d'habitude entre syndiqués-non syndiqués, politiques-non politiques. La barrière entre les deux s'est disloquée assez rapidement. Le mot «politique» pouvait être prononcé en AG sans que cela soit un tollé général, on pouvait le dire cela ne paraissait pas impossible.

S. Oui, voilà, des gros mots comme «lutte de classe» comme «révolutionnaire», comme «gauchiste» des trucs dont on n'a pas l'habitude, voire qui font peur dans le milieu normal, passaient très bien y compris repris par pas mal de monde qui allait voir les militants pour leur demander «oui mais exactement le trotskisme c'est quoi» «le marxisme c'est quoi» «qu'a dit Bakounine» enfin ce genre de questions auxquelles on n'a pas l'habitude d'être confronté.

E. Il y a toujours une peur, un rejet vis-à-vis de ça. Mais l'impression qu'on avait c'est que ça pouvait nous apporter quelque chose. En particulier tu parlais tout à l'heure du slogan «égalité étudiants français-étrangers» ça c'est quelque chose qui revient souvent dans les mouvements mais, en fin de liste, ce genre de revendication fait peur, aussi curieux que cela puisse paraître, là c'était voté pendant une AG presque à l'unanimité. Cela paraissait logique à tous les gens présents à l'AG.

S. Ce qui est vraiment passé comme une lettre à la poste mais bien compris, c'est la réduction massive du temps de travail sans perte de salaire ce qui aurait pu paraître lunaire et ce que je citais tout à l'heure la réquisition des capitaux boursiers, qui a été voté quasiment à l'unanimité une fois que cela a été expliqué. Ça montre une nette politisation.

des étudiants ce qui normalement est interdit, il faut faire partie de l'administration pour les avoir et les non grévistes ont pu y accéder.

Et les grévistes, quelles relations avaient-ils avec l'administration?

S. Assez mauvaises dirons-nous, assez tendues. Au début de l'occupation des locaux on a tout fait pour avoir de bons rapports avec le personnel des ATOS plus qu'avec l'administration, on se foutait pas mal de Mailhos et de Gaignard, ils apparaissaient pas comme des ennemis mais bon, des gens qui nous mettaient des bâtons dans les roues. Mais avec les ATOS c'était très cordial on l'a vu par la suite, mais avec l'administration, tout s'est joué au rapport de force. Il a fallu séquestrer Mailhos le Président de l'université. Chaque fois c'était très tendu quant il venait dans les AG.

Pourquoi venait-il? Pour vous dire de reprendre les cours?

E. Hyperpaternaliste c'est l'impression qu'il a donné à tous les étudiants, «bon les enfants cela a suffisamment duré, maintenant vous rentrez en cours», en tout cas il n'offrait rien, démagogique, langue de bois, c'est ce que j'ai ressenti et de plus, aucune volonté de dialogue.

Et quand Bayrou a proposé son plan de financement pour l'université, ça n'a pas arrêté le mouvement en tout cas ici au Mirail, ça l'a arrêté dans d'autres facs, par contre.

S. Au Mirail, on expliquait : voilà ce que nous

Même par les écrits, il y a eu une sorte de «dazibao», des feuilles blanches dans lesquelles chacun écrivait ce qu'il voulait. Il y avait pas mal d'explications politiques et de citations politiques qui faisait que le mouvement est allé de l'avant avec une nette fracture avec le système établi.

Vous avez occupé les locaux pendant les vacances. Etiez-vous nombreux ? Est ce que c'était le début de la fin ?

S. Disons que le début de la fin, à mon avis, c'était un peu avant, vu que cela faisait deux mois et demi de grève et que ça commençait à s'essouffler et qu'il n'y pas eu de relève ni la venue de nouveaux militants. Visiblement on avait fait le plein. En fait, on n'a occupé que les locaux du CROUS sur la fac et la MDE (maison de l'étudiant), il y avait une vingtaine de personnes en permanence avec une rotation, on retrouvait une dizaine de personnes 24h sur 24 qui dormait là et des gens, on a même vu AC. La aussi, des structures de convivialité se sont poursuivies voire se poursuivent encore un petit peu. Pour ceux qui ont connu la MDE avant et qui la voient maintenant c'est plus vraiment pareil.

Et comment s'est passé la rentrée?

S. Ben disons que l'on a vu des AG assez chaudes avec notamment un petit affrontement physique, c'était surtout sur le vote de la reprise de la grève ou non, vu que Ranguel avait déjà repris. On était la dernière fac de France et pratiquement plus personne n'y croyait, tout le monde se disait, «c'est fini», mais chaque fois au vote ça repassait avec des crapuleries plus ou moins des deux côtés, les votes étaient contestés des deux côtés et il y a eu un flottement de 4/5 jours puis la grève a été revotée chaque fois mais avec les piquets de grève qui ne pouvaient plus se tenir. Or quand il n'y a plus de piquets de grève c'est clair que c'est la fin du mouvement. Des AG avec 5000 personnes et avec 3000 personnes en cours, ce genre de truc.

Les cours avaient repris?

S. Les cours avaient déjà repris. Il y a eu tentatives de piquets de grève avec des affrontements physiques notamment en Histoire avec le Président de l'UFR, la grève s'est terminée là. Le mouvement s'est fini mais il y a toujours des forums, un lieu toujours occupé et des commissions, oui c'est retombé, pas mal de gens dégoutés mais aussi avec cette volonté de vivre autre chose, de continuer cette expérience.

Et l'ambiance c'est comment à la fac en ce moment ?

S. Ben, c'est ambigu. Assez morose d'un côté et assez festif d'un autre avec la musique à fond dans la MDE, des gens étalés dans l'herbe quand il fait beau, oui c'est ambigu on sent que ça peut repartir. Il faut voir avec le monde du travail ce qui va se passer, etc. vu comment on s'est fondu dans les revendications des travailleurs, si ça repart, ce ne sera probablement pas sur des problèmes budgétaires, à la rigueur sur un ras bol «on est écœurés d'aller en cours, on fait grève» mais si ça se repart dans le monde du travail, à mon avis, on a de grandes chances que les universités suivent. ■

Propos recueillis par Roselyne

DÉMOCRATIE

Mode d'emploi ?

Après l'expérience de la «Ville habitée», échec en terme d'organisation démocratique et non de la pertinence du projet, les militants de l'Alternative libertaire ont réfléchi à la question du pouvoir, du fonctionnement, du mandat, de la conduite de l'action dans une organisation politique, syndicale, associative ou dans un collectif d'organisations. Ils ont ensuite invité les abonnés et lecteurs du Coquelicot à en débattre pour élargir leur champ de réflexion et confronter avec d'autres leurs idées et leurs pratiques sur ces questions.

L'assemblée générale : lieu de décision

Si tout le monde s'accorde pour dire que l'assemblée générale des adhérents (quelque soit le type d'organisation) est le lieu où se prennent les décisions, il n'en demeure pas moins qu'elle peut être vidée de sens si des militants -souvent aguerris par de longues années de pratique- confisquent (volontairement ou non, consciemment ou non) la parole, influencent les débats ou si les réunions sont préparées à l'avance, par une minorité et si les éléments du débat n'ont pas été communiqués à l'ensemble des participants. L'assemblée générale devient alors une caisse d'enregistrement. Des commissions peuvent préparer les AG mais les éléments du débat doivent être portés à la connaissance de chacun avant la tenue de la réunion pour permettre une véritable confrontation -chacun ayant le même niveau d'information-

Une véritable démocratie implique que soient pris en compte les différents niveaux de formation, d'implication, d'expression : il faut laisser à chacun son propre rythme, respecter son mode d'expression, son degré d'investissement. Éviter les réunions trop techniques où les gens s'emmerdent et consacrer les assemblées générales aux questions d'orientation et de stratégies d'action.

Sur le plan formel, être capable d'organiser les échanges de façon à ce que chacun puisse s'exprimer (éviter les interventions fleuves et/ou la monopolisation de la parole, là les militants ont beaucoup d'efforts à faire), être capable de faire des synthèses des débats et de restituer les différentes propositions pour faciliter la prise de décision sans manipulation.

Vote ou consensus?

Concrètement, l'expérience nous montre que la pratique du consensus permet de prendre des décisions «par abandon». Le consensus est souvent «non opinion» et reflète l'expression du dominant, celui qui sait, celui qui est le plus convaincant. Les désaccords ou les différences d'opinions doivent s'exprimer, être débattues. Une synthèse peut être réalisée. Si ce n'est pas possible, les différentes propositions doivent être soumises au vote; ce dernier implique la personne qui affiche son opinion alors que le consensus est parfois l'addition de non-opinions. Pour les organisations complexes se pose le problème de la représentation : un individu représente une voix (et non pas, une structure égale une voix) ce qui suppose que les représentants expriment la

diversité des positions et pratiquent le partage des mandats et non le vote bloqué; les votes sont indicatifs et doivent être confirmés pour que les adhérents puissent tenir compte, dans leur réflexion, des apports nouveaux qui se sont exprimés et qu'ils n'avaient pas intégrés dans leur discussion. C'est peut être lourd mais c'est une garantie de fonctionnement démocratique.

Quel mandat?

Les personnes mandatées par l'assemblée générale pour mettre en œuvre les décisions connaissent le cadre de leur intervention puisqu'il a été défini collectivement. Bien entendu le mandat est toujours provisoire et révocable. Il est vérifié par le collectif, critiqué s'il y a lieu. Mais pendant l'exécution, la responsabilité est assurée par celui ou ceux qui en ont la charge. Un contrat de confiance est tacitement passé entre le collectif et ceux qui assurent l'exécution technique. Bien sûr, les responsabilités doivent être largement partagées, et les délégations, dans le cadre d'organisation complexe (confédérations ou fédérations d'organisations) doivent être limitées dans le temps, voire tournantes (pour éviter le professionnalisme qui aboutit à la confiscation du pouvoir).

De la souplesse

Les organisations ne sont pas figées, elles évoluent, à la fois dans leur structure, dans leur fonctionnement et dans leurs objectifs. Le cadre doit pouvoir évoluer et s'adapter à ces nouvelles demandes ou nécessités. L'exemple de la «Ville habitée» peut nous interpeller (comme on dit dans les milieux branchés). Un collectif d'associations au départ auquel se sont joints d'abord d'autres associations et ensuite des individus. Le cadre est resté figé, les individus n'ont pas eu leur place dans cet ensemble phagocyté par quelques associations. La frustration a été d'autant plus grande que la mobilisation autour de ce projet a été particulièrement importante mais sans que les individus aient eu le sentiment d'y avoir une place réelle sinon celle de faire nombre.

Ce collectif aurait pu se poser la question de l'évolution de son mode de fonctionnement pour intégrer cette nouvelle «donne» et permettre à ce projet de s'enrichir et de passer les périodes difficiles de la répression. Au lieu de ça, on a assisté à des règlements de comptes, des cassures, des désillusions qui renvoient ce projet aux calendes grecques. ■

Emma

NOIR COQUELICOT

Serge UTGE-ROYO ed ENCRAGE

Nous le connaissions au travers de sa musique, de ses chansons, (Les cités du soleil, Chansons d'hier soir...) et sa voix chaude, chaleureuse faisait revivre en nous des instants enfouis dans la mémoire.

Avec ce premier roman quelque chose de cet ordre rejailli, comme un bouquet de coquelicots noirs, Serge Utgé-Royo trace une fresque politico-sociale au travers d'une galerie de portraits plus fraternels les uns que les autres. Paris en toile de fond est le lieu de rencontre, le carrefour, le passage de militants libertaires venus de tous les continents, émigrant de luttes passées et à venir. D'Amérique Latine et ses luttes ouvrières et paysannes au fin fond des terres froides de Patagonie, d'Espagne et les prémices d'une révolution généreuse et grande d'espoir pour l'homme nouveau et les premières trahisons d'une révolution bolchevique à peine ébauchée.

L'histoire se situe dans le Paris des vingt premières années de ce siècle. Mira jeune militante libertaire est le fil d'Ariane entre l'utopie et l'espoir, entre le déchirement des luttes et la fraternité retrouvée. «mira» cela signifie aussi, voir en espagnol et c'est par ses yeux (certainement beaux) que l'auteur nous fait découvrir dans ce Paris du début du siècle, où l'aventure humaine se coltine avec une époque pleine de bruit et de fureur, que d'un coquelicot, fut-il noir, une belle histoire d'amour et d'amitié peut naître entre une jeune femme libre et un jeune apprenti imprimeur dont l'appétit de savoir n'a d'égal que les promesses d'émancipation que cette époque portait.

Un livre bien venu à un moment où les fraternités s'estompent et où les certitudes ont foutu le camp depuis longtemps, mais à lire aussi pour les beaux yeux de Mira. Juanito.

LA GRANDE MIGRATIONsuivi de **VUES SUR LA GUERRE CIVILE**

par Hans Magnus Enzensberger ed. Gallimard.

Ces deux courts essais publiés il y a un an n'ont, on s'en doute, pas pris une ride. H. M. Enzensberger n'a pas la réputation de manier les langues de bois, la réputation n'est pas surfaite.

En Trente trois jalons plus une note en bas de page sur

«quelques particularités en matière de chasse à l'homme»

il fait un sort aux bonnes questions comme aux mauvaises réponses, et déstabilise les consciences satisfaites.

Faire suivre ce texte d'un essai sur la guerre civile relève sans doute d'un certain humour. Il en est pourtant, non pas une suite, mais un complément logique, au contenu plus original puisqu'« il n'existe à ce jour aucune théorie utilisable de la guerre civile », et tout autant d'actualité, « le nouvel ordre social (étant) bien plutôt un désordre placé sous le signe de la guerre civile ».

Deux textes concis, et denses, loin du prêt à penser...

P.R.

LE DROIT DE SAVOIR.

Brochure éditée par la CRII-RAD,

pour désactiver les têtes et lutter contre la désinformation produite par les médias et les autorités sur la BOMBE, extraordinaire objet phallique. Afin de mieux comprendre et d'analyser les enjeux, écologiques, économiques, politiques, la CRII-RAD s'attaque dans cet ouvrage à 4 contre vérités.

Les essais ne sont pas que des expérimentations scientifiques.

Les essais nucléaires ont des conséquences écologiques.

Des missions scientifiques ont révélé des conséquences écologiques.

Tout organisme compétant peut le vérifier.

A commander: (Le Droit de savoir, 40 pages, 37 F) CRII-RAD, 471 av Victor Hugo, 26 000 Valence.

**LA VIE N'EST PAS UNE PUNITION**

Pascal Dessaint, Coll. Rivages/Noir n° 224

Tout commence par une consultation chez le dentiste. Quoi de plus banal, mais comme à chaque fois avec Pascal Dessaint, rien ne glisse dans les traces que d'autres ont laissé.

Les personnages que l'on va pouvoir rencontrer dans ce roman noir, ne sont pas si en marge que cela, des gens somme toute comme vous et moi, avec leurs travers, leurs envies, leurs passions et surtout, leur lot de galères à assumer tant bien que mal.

«La vie n'est pas une punition» loin s'en faut, c'est plutôt ce qu'en font certains qui en est une ! Pascal Dessaint a le talent que l'on attend d'un romancier quand il ne nous reste plus que les quelques lignes qui vont vous remonter le moral. Il a le chic pour vous faire toucher du doigt ces personnages un peu loufoques mais bien attachants, même si leurs travers sont parfois encombrants. Tour à tour, dans ce roman paru aux Editions Rivages/Noir, des situations se mêlent à cette vie où le rien se conjugue au quotidien, où, quoiqu'il puisse se passer, il faut s'en sortir par tous les moyens avec des analyses souvent féroces sur notre mode de vie. Il y a la reconnaissance que cherche désespérément Alex, il y a aussi et surtout toute cette amitié d'Emilie, des coups tordus donnés par Annabelle, de la sérénité avec la coiffeuse accueillant Emilie dans sa vie le temps d'une remise à plat entre son existence et ses désirs. Tout n'y est heureusement pas entièrement noir, les chapitres sont teintés de rires aussi et se succèdent à un rythme qui nous va à ravir.

Je suis persuadé que Dessaint a dû prendre autant de fous rires à écrire, «la vie n'est pas une punition», que nous en recevoir une qui, ma foi, est bien agréable : le lire. ■

Roberto Vapporeto

Y'a rien qui passe vraiment

Elle vient juste de me poser un baiser humide sur ma joue gauche sous prétexte que minuit vient de sonner et que le monde entier doit se fondre dans les vœux d'une année meilleure. Bordel, si j'avais su, je serais resté au brazza le bar tabac PMU de mon quartier à siroter un pastis et à écouter les épanchements de ce viel habitué du zinc qui ne trouve jamais les 2 ou 3 francs pour finir de payer ses cacahuètes. Au lieu de cela, j'ai accepté une invitation pour le réveillon du jour de l'an dans un dancing à la noix juste parce que ma copine était larguée ce soir là, fin décembre, plantée dans sa cité et son vague à l'âme.

J'avais plus d'images en tête que l'INA ne pourra en réunir sur le prochain siècle du cinéma. Des déserts de Mauritanie sans les pneus du Dakar, des lagons transparents où la température avoisine les 37° de votre bain dominical. Enfin, plein d'images pour lui remonter le moral.

Elle voulait juste se noyer dans la masse, voir si la théorie de la sensibilité pouvait s'appliquer un soir de fête. La vie s'écrit parfois dans quelques paragraphes de philosophie mais les claques du quotidien te font reculer bien plus loin que ta bibliothèque. C'est ce que j'aurais bien voulu lui expliquer si le DJ avait baissé le son ! Au lieu de cela, elle s'est fondue dans la brume qui noyait la salle, s'est faufilée dans une techno-dance à te faire claquer les neurones, un par un, jusqu'à ce que tu ne puisses plus faire un pas sans imaginer demain. Sans le vouloir, je pense à mes 15 jours de grève. Des thunes en moins pour payer le loyer et des idées en plus à partager avec les collègues. Ça bourdonne tout autour de la table et je ne vois plus ma copine. Elle doit être juste à côté des enceintes, manière d'éclater les quelques neurones qui peuvent lui rester quand la limite des décibels sont atteints en interne et en externe tout à la fois.

Ma voisine, elle, passe son temps à me souhaïter la meilleure année. Si j'étais un cocotier, elle aurait grimpé depuis longtemps en haut des palmes tant elle se pend à mon cou.

J'ai pas le courage de lui casser sa joie de sauter sur une année nouvelle avec son joli rire sur le visage. C'est pas parce que l'on a autre chose en tête, que l'on doit foutre le blues dans les yeux des autres. J'ai lâché ma vahinée et me suis dirigé vers le bar.

Bon sang, je cherche Flo et je n'arrive qu'à me retrouver devant un bourbon, calé face au bar de cette boîte de nuit ! Le serveur, avec sa boule de percing dans la narine gauche, me lance des sourires qui en disent long sur ses folies nocturnes. C'est pas mon truc et j'essaie de ne pas le froisser en lui répondant par des sourires qu'il doit juger plus que niais. De toutes façons, le DJ est branché sur un filon d'amphétamines, ça bourdonne dans la majorité des oreilles, c'est sûr !

Planté sur mon siège, je pense aux palettes de pin que nous avons brûlé pendant les piquets de grève, aux courtes nuits de décembre à refaire une vie que l'on nous usurpe au quotidien. Les mains dans les poches, tapant du pied devant les grilles fermées, nous avons eu le sentiment d'être forts, car, campés dans notre solidarité retrouvée, nous avons échangé ce que nous avions perdu pendant trop longtemps : la dignité de la parole partagée.

Nous sommes certains que ces espoirs comme ceux qui les ont portés, flamboieront encore comme les torches des chemionots. J'ai fini mon verre et je suis rentré chez moi.

Ce soir là, le Brazza est resté ouvert très tard dans la nuit et nous étions plus de deux à ne plus avoir de quoi payer bien plus que les pastagas.

Roberto Vapporeto

CETTE SEMAINE : n° 53 novembre 95, consommateurs, où passe votre argent ? dans lequel la famille Baylet est épinglée pour une fortune de 500 millions de francs. Un article sur la réalité des lois Pasqua sur les étrangers, mais aussi les codicilles ajoutés par les ministres et ministre successive qui n'en font rien d'un testament, sinon pour les immigrés eux-mêmes. Economie : où et comment les chiffres sont manipulés pour que les riches deviennent encore plus riches et les pauvres encore plus culpabilisés de leurs «abus» de santé, de salaires, d'éducation, et de tous les acquis sociaux, actuellement sacrifiés sur l'autel du libéralisme.
BP 275 54005 Nancy CEDEX.

A CONTRE COURANT : n° 68 octobre 95, on trouve la fin de la série d'articles sur le prolétariat signé par le cercle Bemerli. Le fascisme est-il soluble dans le Jack Daniels ? Dans le n° 69 novembre 95, on peut lire un texte de R. Chantre «Inéducable prolétariat». Un guide pratique sur «nos derniers droits» face à la loi. Un récit sur les pratiques syndicales lors de la rentrée à l'I.U.F.M à Toulouse, par un militant de la C.N.T. Cet article est repris du «Combat syndicaliste» (mensuel de la C.N.T 33 rue vignoles 75020 Paris).
Adresse : 1 rue Hugo F- 52100 Bettancourt-la-Ferrée

LE COMBAT SYNDICALISTE : n° 162 décembre 95, F.N.A.C. Flicage patronal : Le patronat qui prétend que «le rouge est passé de mode» s'en prend au syndicalisme rouge et noir. Pouyet, Rungis: greffe noir et rouge réussie. Le 33 rue des Vignoles pris dans la tourmente de la destruction du Paris populaire, débuté par Chirac et continué par son alter ego Tibéri. La C.N.T. est expulsable à partir du 2 mai 1996, elle en appelle au soutien de tous.

ROJO Y NEGRO : n° 73 avec le numéro spécial sur les diverses marches organisées contre le chômage et l'exclusion. Comme ici et ailleurs, les luttes contre le démantèlement du service public et la privatisation entre autre du chemin de fer. Adresse : Estafeta, 27, 1° 31001 Pamplona/Irunia Espagne.

LA LIGUE DE PROTECTION DES GRILLONS DU MÉTRO PARISIEN (LPGMP) attire toute notre attention sur le sort réservé à ces petites bêtes à la suite de l'arrêt intempestif des lignes au moment des grèves. En effet, leur vie est en danger : comme les SDF elles ont froid et comme de vulgaires êtres humains il leur faut leurs 27/34 degrés. Que l'été sera triste pour les parisiens privés du doux gri-gri de cet insecte qui ne sera plus là pour adoucir leurs nuits. Connaissant l'imagination et l'intérêt de la direction de la RATP pour l'usager, elle ira jusqu'à passer en boucle un bel enregistrement de gri-gri. N'a-t-elle pas fait de même avec les «sen-teurs» dans certaines stations ?



LA VILLE BOUGE

Théâtre, AC, Chiapas p 2

LA VILLE ROSE ET SES ÉPINES

Soldes en banlieue p 3

POINT DE VUE

A la soupe - Printemps en décembre p 4-5

RAPPORTS DE FORCE

Notat Bene p 6-7

Snf : gagner, c'est possible p 8-9

ARGUMENTS

Europe, le choc du libéralisme p 12-13

Marche contre la misère et le chômage en Espagne . p 13

PARLONS-EN

Tuez-les tous (Alexis Carrel) p 14-15

ENTRETIEN

Etudiants, un mouvement sans tabous p 16-18

ARGUMENTS

Démocratie, mode d'emploi ? p 18

ON BOUQUINE

Et Liber-terre p 19

DOUBLE PAGE CENTRALE

La carte postale du Capitole, le 21 décembre 1995

POTS DE VIN ET COPINAGE

AYDA, le 16 Février 1995 à Blagnac, à la demande d'un collectif d'associations AYDA animera un débat autour de la guerre d'Algérie.

Le 23 Février il tiendra son assemblée générale. Le 15 Mars le groupe organise une réunion publique à Toulouse avec pour thème « L'Algérie après les élections ».

Le 31 Mai ce sera un débat autour de «Islam - Intégrisme - Démocratie».

Pour ces deux réunions le lieu n'est pas encore précisé, mais pour tout contact l'adresse habituelle : AYDA Toulouse BP 363 31006 Toulouse Cedex.

ASMA, le journal des démocrates Algériens vient de faire paraître son n° 2. Edité par le groupe AYDA de Toulouse, c'est un journal destiné à comprendre et soutenir des hommes, des femmes qui luttent pour retrouver leur liberté toujours contestée par les militaires et la religion. C'est 12 pages d'informations, d'espoir, où l'on chemine à travers l'exil et la souffrance d'un peuple qui n'en est pas à son coup d'essai et ne veut plus s'en laisser compter. Donc bon vent à ce journal et bien sur les colonnes du Coquelicot lui seront toujours ouvertes.

Contact pour abonnement : AYDA BP 363 31006 Toulouse Cedex